

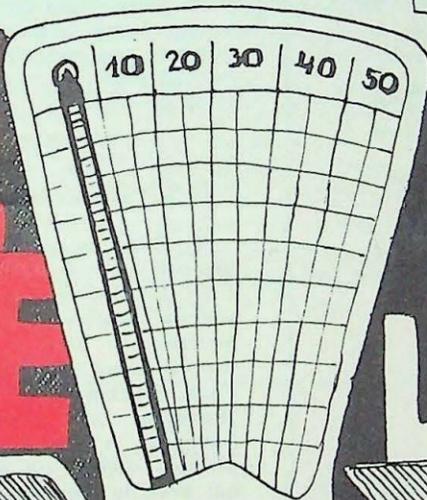
LIP : qui bloque ?

PSU

Tribune

socialiste

VIE
CHERE



CE
REGIME
NE FAIT
PAS
LE POIDS

GREVE LE 6

N'EN RESTONS PAS LA!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Michel
Camouis - Françoise Claire - Bernard
Jaumont - Lucien Saintonge. Photos :
AFP (4). AGIP R. Cohen (4-5). Claude
Schwartz (11). D.R. (4-6). Dessins :
Barou (5-6-7).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ Le 6 décembre grève générale et
manifestations dans toute la France.
Deux thèmes essentiels : contre la
vie chère et ses causes réelles. Pour
la garantie de l'emploi.

Les 7, 8 et 9 décembre colloque
national sur l'emploi à Besançon, or-
ganisé par les travailleurs de Lip et la
C.F.D.T.

Ces deux dates situent une pers-
pective : celle d'une lutte clairement
anti-capitaliste et non d'un simple ras-
semblement poujadiste des mécon-
tents. Une lutte qui, pour avoir plei-
nement son sens après le 6 (« N'en
restons pas là », dit notre une) doit
s'appuyer sur les combats qui ont le
plus fait avancer le mouvement ou-
vrier. Et d'abord bien sûr sur Lip. Car

qu'on le veuille ou non, le succès ou
l'échec de cette grève qui dure de-
puis près de 9 mois sera le succès
ou l'échec de toute la classe ouvrière
et de ses organisations, C.G.T. com-
prise.

Ces combats forment un tout : Alain
Rannou dans l'éditorial, Jacques Fer-
lus en page 5, le rappellent.

Quant aux travailleurs de Lip, dans
leur journal « Lip-Unité », ils expli-
quent pourquoi le blocage au projet
industriel dont nous avons déjà parlé
est aujourd'hui purement politique (pa-
ges 4 et 5).

■ « A cause du problème de l'éner-
gie 1973 constituera peut-être un
tournant de la civilisation industriel-
le. » Cette déclaration d'Yves Le
Foll lors de notre dernier conseil na-
tional est extrêmement importante. On
ne peut comprendre sérieusement la
crise qui s'ouvre aujourd'hui au sein
du capitalisme international si l'on ne
pose pas le problème de l'énergie.

Bernard Jaumont explique dans ce
numéro pourquoi il n'y a jamais réel-
lement eu sur cette question de choix
politique. Et il ouvre à cette occasion
un débat sur les choix auxquels se
trouverait confrontée une société so-
cialiste en matière de politique éner-
gétique. Jacques Gallus resitue, lui,
le problème dans le cadre européen
(pages 6, 7 et 8).

Est-ce un luxe que de commencer à
aborder aujourd'hui ces questions au
fond. Certains le penseront. Pourtant
toutes nos luttes tomberont vite dans
le populisme le plus plat si nous ne
sommes pas capables d'avancer dans
nos analyses et de faire des proposi-
tions politiques.

Le choix journalistique est donc
aussi politique. Cela vaut la peine
d'en discuter.

■ Crise économique du système
capitaliste. Probabilité d'une crise so-
ciale. Devant une telle situation nous
savons comment réagissent les bour-
geoisies au pouvoir. D'abord par le
durcissement autoritaire, ensuite si
c'est nécessaire, par le recours au
fascisme. Une partie de la droite
française, à défaut de politique, se
prépare déjà à un affrontement glo-
bal avec le mouvement ouvrier :

Galley organise, pour la première
fois de façon systématique, au niveau

de l'armée le recensement et la mise
en fiche de « l'ennemi de l'intérieur ».
La dernière opération « Watergate »
dans les nouveaux locaux du « Canard
Enchaîné » le montre comme tant d'au-
tres exemples.

Nous en sommes certes encore au
stade où « T.S. » peut s'amuser à al-
ler interviewer Pompidou sur un pos-
sible changement de gouvernement
(page 4). Mais derrière la pantomime
de l'U.D.R. il peut y avoir beaucoup
plus grave. La Grèce après le Chili
est là pour nous le rappeler (pages 8
et 9).

■ Face à de tels risques le mou-
vement ouvrier français ne peut se
permettre de faire du sur place.

Le congrès des radicaux de gau-
che peut paraître sans importance au-
jourd'hui. Mais ce qu'il révèle pourra
être décisif demain lorsque le problè-
me du pouvoir se trouvera effective-
ment posé. Maurice Faure dont la
rentrée politique est significative a
tenu le week-end dernier des propos
qui ressemblent étrangement à ceux
de la démocratie chrétienne chilienne.
On sait ce que cela a donné.

Nous pourrions certes considérer
comme certains de nos camarades
d'extrême gauche que tout ceci ne
nous concerne pas. Nous pourrions
estimer que plus le P.S. accentuera
son tournant à droite en bénéficiant
d'une lâcheté incroyable de sa gau-
che, que plus le parti communiste et
la C.G.T. s'enfermeront dans le pou-
jadisme, plus les choses deviendront
claires et permettront au mouvement
révolutionnaire de s'affirmer.

La logique de cette politique de
l'autruche qui faisait souhaiter à J.-P.
Sartre en 1968, un régime fasciste
« pour qu'au moins ce soit clair » a
toujours conduit historiquement à des
résultats inverses. Si les révolution-
naires veulent gagner la double cour-
se de vitesse par rapport à la bour-
geoisie d'abord, à la stratégie suicide
du réformisme ensuite, ils ne
pourront le faire que s'ils cessent
d'être des spectateurs impuissants.

Ce qui est un enjeu pour le cou-
rant socialiste autogestionnaire et
pour le P.S.U., l'est aussi pour tous
les révolutionnaires et au-delà, pour
tout le mouvement ouvrier. Le temps
nous est trop compté pour nous payer
le luxe de demeurer des prophètes !

Gérard Féran ■

CALENDRIER POLITIQUE

● 12 déc. - 20 h - Mutualité-Paris :
meeting-forum Lip - films, vidéo, chan-
sons.

● 12 déc. - 15 h - Carré Thorigny -
Paris 3^e : « Sauvez les baleines »
avec participation des Amis de la Terre.

● 12 déc. - de 18 à 22 h - Paris 6^e :
Librairie Drugstore Saint-Germain :
Edouard Depreux signera son livre
« Souvenirs d'un militant ».

● 13 déc. - 21 h - Achères (78) :
F.J.T. - 25, rue du 8-Mai : soirée-débat
« La défense nationale en question ».

● **Dimanche 9, place de la
Nation, 14 h 30 : tous à la
manifestation de soutien à
la résistance chilienne !**

Il reste quelques places pour Noël à

LONGEVILLES MONT-D'OR

Dans cette jeune station des montagnes du haut-Doubs,
près de la frontière suisse (475 km de Paris).

ENNEIGEMENT ASSURÉ

28 remontées mécaniques
Logement en chambres avec douche

10 JOURS : 340 f.

(6 jours 204 F, 4 jours 136 F)

Enfants jusqu'à 15 ans : de 20 % à 50 %
Ski + chaussures : 5 F par jour

ARVEL 12 A Boulevard des Brotteaux
69006 Lyon Tél. (78) 52 56 48

ceux qui nous aiment

MULHOUSE, 14 novembre, 13 h 15 :
deux militants du parti distribuent
des tracts aux automobilistes arrê-
tés à un feu rouge. Bon moyen pour
proclamer le soutien aux Lip et inviter
aux « six heures » prévues pour le sa-
medi suivant. Arrive une « Ford-Tau-
nus » immatriculée 2346 QG 95. Deux
types dedans. L'un d'eux descend de la
bagnole et intime l'ordre aux camara-
des de lui remettre le paquet de tracts.
Refus. Le type se précipite sur l'un
des deux militants, lui tord la main, es-
saie de lui briser les doigts. C'est la
bagarre. Les appels au secours laissent
indifférents les six autres automobilistes
témoins de la scène. L'agresseur re-
monte dans la voiture. Le chauffeur fon-
ce alors sur les deux copains, n'arrête
le véhicule qu'à un mètre d'eux, puis
repart en trombe après avoir lancé :
« Tu peux toujours prendre le numéro 1 »
Ce qui fut fait.

La veille déjà, à Mulhouse, la même
voiture avait pris en chasse une autre
bagnole à l'arrière de laquelle était
collé un macaron de soutien à Lip.

Les camarades ont porté plainte à
la gendarmerie. Mais il est probable que
la voiture avait été volée ou portait une
fausse immatriculation.

Ces faits sont rapportés dans le der-
nier numéro de « Klapperstei 68 », ce
mensuel mulhousien qui a bien des mal-
heurs. (« TS » vous en parle de temps
en temps). Parce qu'il détonne dans la
grisaille des quotidiens locaux (« L'Al-
sace » et « Les dernières nouvelles »),
on veut lui casser les os, comme à nos
camarades ; mais en plus distingué tout
de même, car on a ce qui faut, en dé-
mocratie, pour préserver la liberté d'ex-
pression. Pas de bagnoles à fachos
quand le char de la justice peut très
bien faire l'affaire ! Et en l'occurrence,
les conducteurs s'appellent Debré et
Marcellin, entre autres. Ce dernier,
d'ailleurs, remet ça contre « Klapper-
stei » le 24 janvier au Tribunal de Mul-
house où il délègue le brave bâtonnier
Bondoux, défenseur officiel du gouver-
nement. On a beau être en période de
pénurie, ce sacré Raymond ne regarde
pas à la dépense. ■

867

**abonnements
nouveaux
depuis le début
de la campagne !
on continue !**

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
T.S. C.C.P. Paris 5.826.65

la peur des autres

Posons-nous une question : comment Pompidou, dans sa prochaine conférence de presse, va-t-il nous expliquer que tout va bien ?

C'est qu'aujourd'hui tout n'est pas facile pour le pouvoir : l'inflation, le pétrole, la crise sociale, tout en même temps explose. Le grand problème aujourd'hui, alors que la bourse de New York subit une descente en flèche inconnue depuis 1929, c'est de savoir si oui ou non une crise économique et sociale d'envergure aura lieu en 1974. Nous vivons dans une société qui a peur, dans une société qui promettait le bonheur par l'expansion industrielle et qui, brutalement, se demande si elle existe. Parce que l'on découvre que la civilisation occidentale moderne c'est aussi l'ennui, c'est aussi la crise d'une jeunesse qui ne reconnaît pas son avenir dans un monde truqué ; c'est aussi la vie des femmes qui refusent d'être un objet travaillant, rentrant à la maison pour laver la vaisselle, torcher les gosses tout en étant l'objet qui fait vendre le matériel de bureau, la poudre à laver la vaisselle, le papier cul. C'est la crise des O.S. qui, à Renault ou ailleurs, se battent pour ne plus être des machines faisant tourner des machines ; c'est la crise des petits commerçants qui brutalement réalisent que la société qu'ils ont contribué à construire, qu'ils ont défendue, les écrase, les condamne à mort ; c'est la crise d'une école où l'on se rend compte de plus en plus que l'on apprend tout ce qui est nécessaire pour ne jamais rien savoir de l'essentiel ; c'est la crise d'une consommation où le roi-gaspillage voit sa couronne s'ébranler devant une récession des sources d'énergie, où l'on réalise que la bouteille en plastique que l'on jetait est peut-être un bien précieux. C'est la crise d'une économie emballée, surchauffée, qui tourne sans que l'on sache ni pourquoi ni pour qui, sinon pour assurer les rentes du profit, surtout sans que l'on sache aujourd'hui très bien qui peut encore la contrôler.

Brutalement l'addition des crises révèle la profondeur de la crise.

Le pouvoir tente de réagir. L'UDR tient ses assises à Nantes, puis réunit son comité central. Le CDP organise une journée nationale d'études ; Giscard choisit de se taire. Ce pouvoir est usé politiquement. L'après-gaullisme est difficile. On a usé Chaban et sa nouvelle société ; il n'a pu faire croire que pour changer la société il suffirait d'employer le mot « nouvelle ». L'un a fait donner du Messmer. Le recours au gaullisme historique, cela a déjà marché. Mais le colonel de légion n'a pu rappeler le général de Londres. Il a présenté devant l'UDR au début de l'année « de grands projets pour la France de demain ». Mais voilà : le mot « grand » ne suffit pas à donner un contenu au projet.

un autre projet de société

Alors, ce régime est-il mort ou tout le moins moribond ? Tellement affaibli qu'il suffit d'une pichenette pour qu'il tombe ? La société pompidolienne est aussi creuse qu'un discours de son président, mais derrière la boudruche il y a Marcellin, ses écoutes, ses fiches, ses flics. Il est là pour nous rappeler que ce régime a des bases. Il est là pour nous rappeler que ce pouvoir, qui cache sa nature derrière le paravent du mot démocratie, est né un sale jour de 1958 d'un putsch militaire. Paris dort tranquille ; Massu veille.

Cela faisait longtemps que l'aspiration à un changement de régime n'avait été aussi forte. L'on se rend compte qu'il ne suffit plus de replâtrage. Pour de plus en plus de travailleurs, il devient évident que le responsable de tout cela : de la vie chère, du problème de l'énergie, du gaspillage, c'est le capitalisme. Il devient évident que la solution à ces problèmes ne peut aboutir que si fondamentalement les bases de notre société sont changées. Au travers de leur combat, les travailleurs en font la démonstration : au Joint, à Lip, à Noguères, à Cerizay. Les paysans

suivent la voie en Bretagne, au Larzac : c'est cet espoir sous-tendu dans chaque lutte qu'il nous faut prendre en compte.

Le 6 décembre, des millions de travailleurs seront ensemble dans l'action, mais l'important est-ce que ce n'est pas le 7 ? Si le 6 n'est qu'une journée d'action sans suite ; si le 6 n'est qu'une soupape de sécurité que l'on ouvre afin de faire tomber la pression, ces millions de travailleurs n'auront pas plus de perspectives à gauche qu'à droite. Ou plutôt ils auront, comme dit Fabre (MRG) « Le programme commun, tout le programme commun, mais rien que le programme commun ». Ils ont démontré qu'ils aspiraient à autre chose. Le programme commun a eu une importance certaine lors de la dernière campagne électorale. Il est clair aujourd'hui que ce n'était pas à cause du programme, mais parce qu'il était commun. Cela traduit la volonté unitaire de la classe ouvrière face à l'adversaire capitaliste commun. Mais aucune lutte importante, des lycéens à l'avortement en passant par les O.S. et l'augmentation du coût de la vie ne trouvait de solution efficace et durable dans ce programme.

Oui, le 7 c'est important et c'est pour cela que nous avons refusé de faire du 6 un rassemblement éphémère de mécontents.

C'est à un autre système économique que les travailleurs aspirent.

C'est un autre projet de société qu'ils veulent bâtir.

Ce n'est pas en rassemblant ceux qui aspirent à un autre demain avec ceux qui rêvent d'avant-hier que l'on fait avancer les choses.

C'est pourquoi nous nous sommes battus pour que le 6 se fasse sur une base anti-capitaliste claire. Ce sera une puissante manifestation mais nous ferons tout pour qu'à partir du 7 l'action continue afin que la peur des autres devienne l'espoir de la classe ouvrière.

Alain RANNOU

176 abonnés nouveaux cette semaine : record battu ! mais holà, camarades, pas si vite.

On a dit (ouais, toujours facile de dire) UN abonné nouveau par militant. Alors, faudrait pas faire croire qu'on est si peu...

ATTENTION fin de la campagne le 15 janvier !

ce régime de "plombiers"

LES artistes de la troupe Marcellin ont pris l'habitude de travailler sans filet. Sous le couvert d'une assurance tous risques, garantie de la plus totale impunité, ils opèrent quasiment au grand jour, même si c'est à la lueur d'une lampe de cambrioleur, comme lundi soir dans les futurs locaux du « Canard Enchaîné ». Mais cette fois ils se sont cassé la gueule, à grand fracas. Et que ce soit dû au hasard - merci quand même - n'enlève rien, bien au contraire, à la gravité d'une telle pratique policière.

Nous ne nous arrêtons pas ici sur les détails de cette « Watergaffe de Marcellin » comme s'est empressé de titrer le « Canard », auquel nous renvoyons nos lecteurs. L'important est bien, pour nous, de dénoncer la véritable nature policière de ce régime de brigands, au service des brigands. Et là, ce n'est pas un hasard si le ministère de l'Intérieur n'a pas changé de titulaire depuis la grande tempête de 68, si Marcellin partage avec Foccart le sinistre privilège d'assurer la permanence de ce qui reste du gaullisme.

Micros, camionnettes-espion, matériel d'écoute téléphonique constituent la panoplie de base de ces « plombiers » qui nous « gouvernent ». C'est ce que Marcellin a encore osé, la semaine dernière, dans son effronterie sans bornes, qualifier de « balivernes ». S'agissant rien moins que des fichiers électroniques sur la vie privée des Français, ce bel aplomb montre à l'évidence, que la place Beauvau n'est qu'à une portée de talkie-walkie de l'Élysée.

Tout cela n'est pas une révélation pour nous qui avons eu l'honneur de leur visite dans nos anciens locaux de la rue Mademoiselle où ils s'étaient emparé, par la force et par effraction, d'une partie de nos fichiers. Raison de plus pour assurer nos camarades du « Canard » de notre plus total soutien dans l'affaire qui les concerne aujourd'hui et dans les suites qu'ils sont décidés à lui donner.

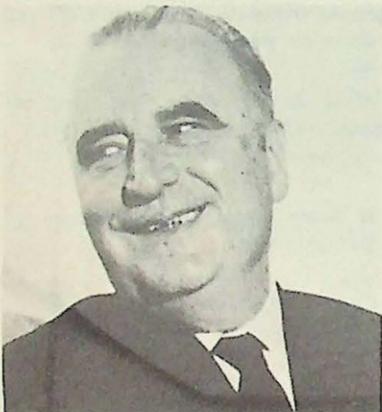
T.S. ■

POMPIDOU : "On dit beaucoup de choses, en effet..."

Il se prépare, semble-t-il, quelques remaniements au sein de l'actuel gouvernement. Les journalistes de « T.S. » qui, comme vous le savez, passent le plus clair de leur temps dans les allées du pouvoir, en ont été les premiers informés. Mais plutôt que d'écrire notre petit article de politique prospective, nous avons préféré interroger directement le mieux informé sur cette question, à savoir M. Pompidou lui-même. Comme ça, si tout ce qu'il nous a dit ici ne se confirme pas par la suite, c'est à lui qu'il faudra s'en prendre. Dans le cas inverse, les louanges devront être adressées à « T.S. »

T.S. — Monsieur le Président, nous voudrions d'abord vous remercier de nous accorder cette interview exclusive...

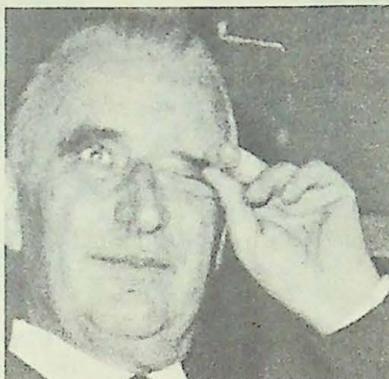
Georges POMPIDOU. — J'en suis heureux. Vous connaissez mon attachement à la presse d'opinion.



T.S. — M. le Président, le bruit court que l'actuel Gouvernement n'en n'a plus pour très longtemps. Cela vous paraît-il fondé ?

G.P. — On dit beaucoup de choses en effet... Il est vrai que ma fatigue actuelle m'empêche désormais

de gouverner seul. Je vais donc sans doute devoir me résoudre à changer de Premier Ministre.



T.S. — M. Messmer ne vous paraît donc pas donner pleine satisfaction ?

G.P. — Au contraire, sur le plan personnel, c'est un excellent homme.

T.S. — Et sur le plan politique ?

G.P. — Disons que je n'ai qu'un seul regret. Il ne disait rien. Je lui ai demandé de parler. Peut-être eût-il mieux valu qu'il continue de se taire.

T.S. — Vous n'avez pas été pleinement satisfait, semble-t-il, des dernières assises de l'U.D.R. M. Debré, par exemple, semble vous agacer quelque peu...

G.P. — Il parle un peu trop aussi en effet. Je crois qu'il est moins loquace quand il est au pouvoir. Ainsi, en cette période de pénurie et d'inflation, je le verrais assez bien prendre une partie du Ministère de l'Economie et des Finances.

T.S. — Une partie ?

G.P. — Il n'est pas bon de confier trop de responsabilités au même homme. Il arrive que certains deviennent un peu trop envahisseurs.

T.S. — Mais alors, que deviendrait l'actuel titulaire ?



G.P. — Ma foi, sortir de l'hexagone lui permettrait de distraire nos voisins et de nous soulager quelque peu.

T.S. — Pensez-vous à quelqu'un comme Premier Ministre ?

G.P. — Je ne peux encore rien dire. J'aime bien Jobert, par exemple. Seulement, c'est un peu le genre Couve de Murville. Or, le précédent n'est pas des meilleurs, vous en savez d'ailleurs quelque chose au PSU (1).



T.S. — Une dernière question, M. le Président. Avez-vous quelque chose de particulier à dire aux lecteurs de T.S. ?



G.P. — Oui. Comme il se prépare une période économique quelque peu délicate, et comme, vous le voyez, nous ne faisons strictement rien pour y faire face, il ne serait pas mauvais qu'ils mettent un peu d'argent à gauche. Et votre abonnement à 40 F a l'air de constituer une bonne opération.

Propos recueillis par Lucien SAINTONGE ■

(1) NDLR : Le président de la République fait sans doute allusion ici à la défaite de l'ancien Premier Ministre face à Michel Rocard dans les Yvelines.

LIP : qui est "aveuglé par

La semaine dernière, nous avons laissé à Michel Rocard — en publiant le texte de son intervention devant le Conseil national du PSU — le soin d'exposer les véritables raisons du blocage opposé à la « solution industrielle » du conflit Lip. Blocage ouvertement politique — et de la pire politique, bien entendu. Car il s'agit avant tout, non seulement d'infliger « la » punition aux Lip, mais de masquer l'incompétence flagrante de Charbonnel, de son ministère et de son gouvernement. Et pour s'en tenir à la sentence de Messmer — « Lip, c'est fini » — ce pouvoir fait donner « sa » banque selon une pratique qui lui est bien caractéristique. Les travailleurs de Lip tirent ci-dessous leurs conclusions (provisoires, bien sûr), telles qu'ils les ont exprimées dans les dossiers-bulletins « Lip-unité ».

La situation devient de plus en plus claire. Nous savons où se situe le blocage du projet industriel et global pour Lip-Palente, assurant un emploi à tous. Nous savons où doivent porter nos efforts, nos initiatives dans les jours qui viennent pour combattre ce blocage.

Nous savons les conditions qui doivent être réunies pour que nos efforts aboutissent.

Le blocage se situe au niveau des Pouvoirs Publics.

Dans un entretien accordé à la télé régionale, dimanche, et dans sa réponse à G. Ségué et E. Maire, le Premier Ministre Messmer a déclaré que « le projet industriel global pour Lip-Palente avait été accueilli favorablement par les Pouvoirs Publics », mais que, malheureusement, « les concours

industriels et financiers n'ont pu être réunis ».

Or, le Premier Ministre ne dit pas la vérité. Au sein du Gouvernement, on se bat pour faire échouer ce projet. C'est sur ordre de certains membres du Gouvernement que la Société Générale refuse les 8 millions sur 40 qui manquent... De plus, révèle le journal « Le Monde » du 27-11 : « plusieurs démarches visant à décourager tel ou tel partenaire du projet ont été entreprises en haut lieu sans qu'apparemment le projet ait même été soumis par services officiels au président de la République qui en a été simplement informé par des voies privées ».

« illusionnistes »

Le Premier Ministre a déclaré également « que la plupart des partenaires susceptibles d'être intéressés par le projet ont fait connaître leur refus de donner suite ». Là encore, la vérité est différente. Cela a été confirmé à l'A.G. de ce matin, 27-11, des industriels intéressés par ce projet global pour Lip-Palente n'ont pas renoncé. Cela aussi, le journal « Le Monde » le

confirme de son côté, écrivant au sujet du projet industriel : « Les promoteurs en tous cas n'ont pas encore renoncé et les animateurs pressentis pour lui donner vie (et régler le dossier social) sont toujours partants ».

Et pour finir, le Premier Ministre nous traite « d'illusionnistes qui vivent dans un rêve par idéologie ou par aveuglement » ! Si le Premier Ministre fait allusion à notre position que Lip est viable et le projet industriel global possible, c'est tout de même un peu fort ! puisque ce projet existe. Ce n'est pas nous qui sommes aveuglés par l'idéologie !...

(...) Nous appelons tous ceux qui nous soutiennent à nous aider à dénoncer ce scandale et à proposer toutes les initiatives allant dans ce sens. A Besançon même, ce scandale est, de plus, difficile à étouffer, et entrave l'opération de démantèlement du secteur des équipements de Lip que la Société SPEMELEC (Arbel) voudrait transférer hors de l'usine de Palente avec l'appui de Charbonnel qui cherche à brusquer le démantèlement pour torpiller définitivement le projet industriel global pour Lip-Palente.

Le Conseil municipal a retardé

autour du 6 décembre

« Au niveau de la montée des prix, c'est pas la joie », chante Henri Salvador tous les dimanches à la télé. Inadmissible ! On se demande où sont passés les CDR pour laisser ce chanteur entonner un refrain qui pourrait bien être repris en masse le 6 décembre...

Le 29 octobre dernier, Georges Séguy annonce que la CGT se lance dans une campagne contre la vie chère. Le moment est propice. La hausse des prix s'accélère et le gouvernement est obligé de prendre des mesures que les commerçants estiment contradictoires avec la loi Royer.

Pour stopper la hausse, le pouvoir ne peut prendre que des mesures impopulaires. En lançant la campagne avant que le gouvernement décide quelque chose, on le paralyse. Et puis on prend l'initiative d'un grand rassemblement de tous les mécontents. Une bonne occasion pour relancer le programme commun.

Mais la CGT sait que pour être efficace, cette campagne doit être unitaire. On se réunit donc en premier lieu avec la CFDT, puis avec les partis de gauche. La CFDT manifeste son désaccord avec la CGT. Pour elle, cette campagne doit se dérouler sur des bases franchement anticapitalistes. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte défensive contre la vie chère, mais d'une action pour le pouvoir d'achat des travailleurs.

Tout aurait pu en rester là, mais chacun est bien d'avis qu'il faut agir. On s'accorde donc pour dire que chacun restera maître des formes d'action. On pouvait dès lors signer cette fameuse déclaration du 8 novembre. Côté CFDT, on note que son contenu est d'une qualité rarement constatée. C'est vrai qu'on y parle d'un certain nombre d'actes concrets à poser, particulièrement au niveau du contrôle des prix et des profits. Côté CGT, on se félicite beaucoup plus des signatures que du contenu.

Cette déclaration est fort bien accueillie par les travailleurs. Les difficultés commencent quelques jours après. La CGT annonce qu'elle serait favorable à une ouverture vers les commerçants et pourquoi pas les

PME. La CFDT marque des points auprès des travailleurs en affirmant : « Nous n'entendons pas appeler nos patrons, fussent-ils petits... à l'action commune avec nous. » La CGT a quand même eu le temps de signer, dans la région parisienne, une déclaration incluant une organisation de petits commerçants. Fortement influencée par le PCF, il est vrai. Mais elle n'insiste pas. C'est heureux. Car à quelques jours du 6 décembre, ces petits patrons pratiquent la démagogie habituelle à l'égard de leurs salariés : « Dans la situation où nous sommes, ce n'est pas le moment d'arrêter le travail. »

Mais avec tout ça, on a perdu beaucoup de temps. Il y a bien eu quelques initiatives ici ou là, venant souvent du PSU, ou la manifestation de 6000 personnes au Mans. On ne peut pas dire pour autant que la campagne ait véritablement commencé.

dans, et hors des entreprises

Pourtant le pouvoir a déjà reculé. Giscard d'Estaing a mis au réfrigérateur ses mesures, paraît-il, draconiennes. Il ne prendra que cette semaine, et avec beaucoup de précautions, des « mesurette » inefficaces, mais toujours impopulaires.

Dans ces conditions, que va-t-il se passer le 6 décembre ? Ce sera à coup sûr une journée réussie. On n'a pas lésiné sur la propagande. Il y a du répondant chez les travailleurs. La grève sera effectivement générale et les manifestations importantes. On craint, depuis le début de la campagne, que la CGT fasse de cette journée une conclusion, en se contentant d'une grandiose démonstration populaire. La



CFDT a déjà déclaré que pour elle il ne saurait en être question. Il faut dire qu'elle a mal digéré le fait d'avoir été pratiquement mise devant le fait accompli par la CGT, pour la décision de cette grève. De plus, elle estime avec raison qu'elle ne peut conclure avant d'avoir commencé. C'est également ce que pensent de nombreux travailleurs qui attendent pour agir qu'on leur propose de nouvelles actions après la grève.

Il n'est pas facile pour le syndicalisme d'inventer puis de proposer ces actions. C'est que, pour une grande part, elles doivent se dérouler hors de l'entreprise. C'est un terrain qu'il connaît mal. Et dans l'entreprise, une action pour le pouvoir d'achat est plus difficile à mener qu'une lutte pour les salaires.

D'une manière plus précise, la journée d'action du 6 décembre place les confédérations syndicales devant de nouvelles responsabilités vis-à-vis de ceux qu'on appelle les consommateurs, qui sont avant tout des travailleurs. La démagogie à propos des consommateurs ne tient plus. Chacun aura apprécié le silence du très officiel Institut National de la Consommation depuis plusieurs semaines. Seules les organisations ouvrières sont en mesure de

déclencher une importante action de masse. Donc, si un « syndicalisme » des consommateurs doit naître, il ne peut être qu'ouvrier.

Cette question ne sera peut-être pas immédiatement posée à l'issue de la journée du 6 décembre. Il ne faut malgré tout pas l'évacuer. D'autant que la réussite de la grève va permettre des initiatives de luttes dans et hors des entreprises. De nombreux travailleurs y sont prêts et leurs intentions ne sont pas avant tout revendicatives, mais politiques.

Jacques FERLUS. ■

— quel est le livre de chevet de Léonid Brejnev ?
(réponse plus loin)

l'idéologie" ?

l'achat du local exigé par SPEMELEC (Arbel). D'après ce que nous savons, cette décision est pratiquement prise. Toutefois, le maire de Besançon nous a fait savoir que malgré les demandes pressantes de SPEMELEC, la décision de louer ce local à cette société était ajournée pour « complément d'information ». Le dossier fourni par SPEMELEC à la Municipalité serait tout à fait insuffisant pour justifier cette location.

les manœuvres d'Arbel

D'autre part, Claude Arbel devait recevoir jeudi dernier une délégation unitaire de la CFDT et de la CGT-LIP comprenant des travailleurs du secteur des équipements et accompagnés des représentants départementaux de la C.G.T. et de la C.F.D.T.. Mais il a fait annuler cette entrevue à la dernière minute, par l'entremise du directeur de la Main-d'Œuvre.

Arbel, P.-D.G. de SPEMELEC, justifie cette annulation par le fait qu'il avait demandé que les délégations soient limitées à 2 membres par organisation syndicale (au lieu de 5,

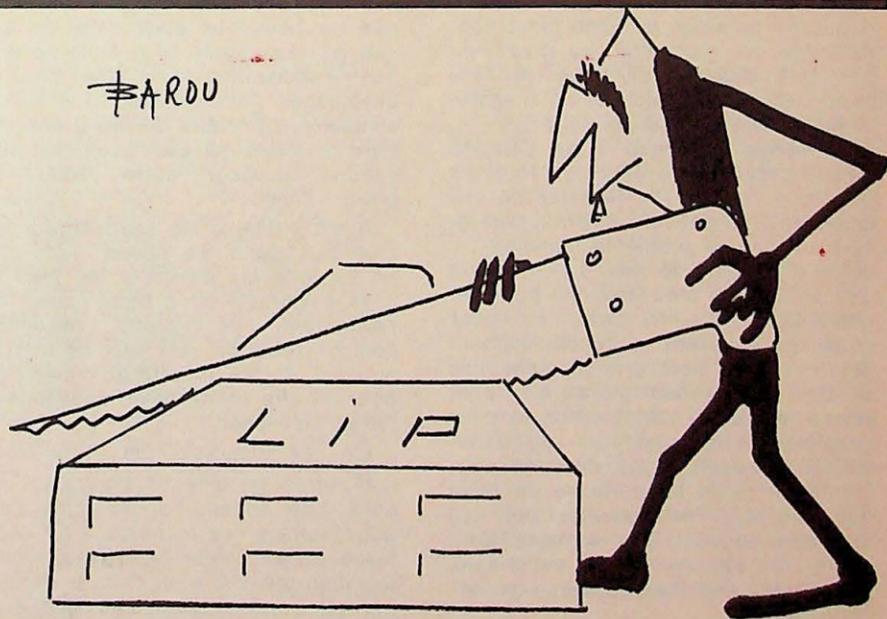
comme nous l'avons décidé), et parce qu'il se refuse de discuter une solution d'ensemble pour Lip-Palente, à laquelle SPEMELEC aurait pu s'intégrer.

Les syndicats CGT et CFDT et les UD CFDT et CGT du Doubs ont immédiatement publié un communiqué commun pour protester contre cette décision et contre l'attitude d'Arbel qui constitue « une véritable provocation ».

Nous réfléchissons à la signification de l'attitude d'Arbel. De nombreux travailleurs estiment que les arguments invoqués par lui ne sont que des prétextes.

Ce qui lui a sans doute fait renoncer à cette entrevue, c'est le caractère unitaire de notre délégation et le mandat précis que cette délégation avait reçu en plein accord avec les organisations syndicales.

C'est en cherchant à nous diviser que SPEMELEC compte pour réussir son opération. Toutes ses tentatives antérieures le prouvent : rattachement individuel des travailleurs par certains cadres agissant pour son compte ; rumeurs continuelles sur « ce qui se prépare », etc.



Il est clair que ceux qui travaillent pour Arbel cherchent à casser le personnel des Equipements en deux : d'opposer ceux qui sont contactés, de l'autre ceux qui ne le sont pas. Ils cherchent aussi à introduire le doute sur l'attitude de ceux des travailleurs qui ne participent pas régulièrement aux A.G., laissant entendre que « les équipes étaient prêtes ».

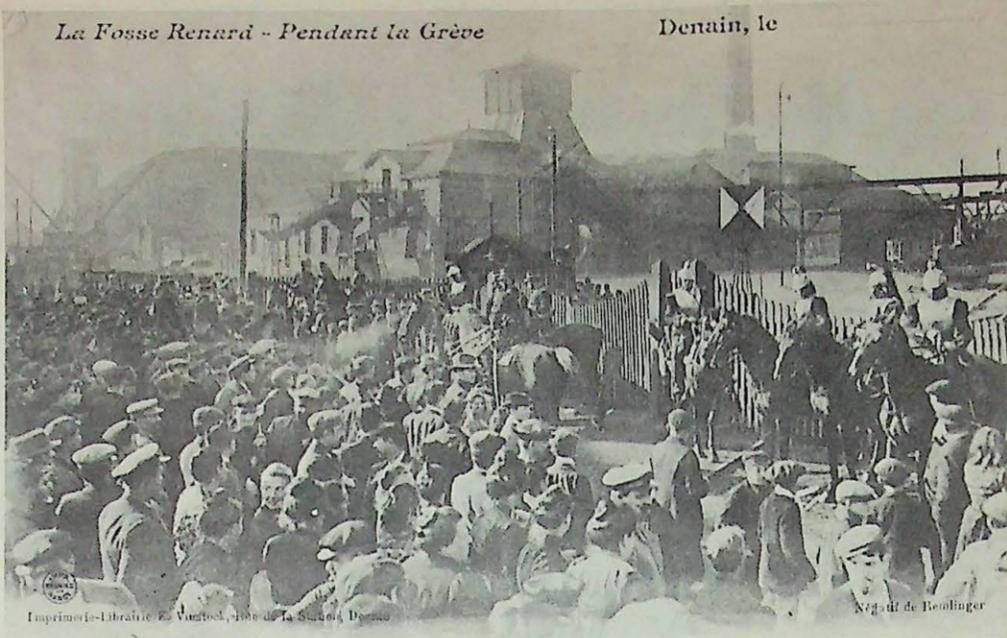
Mais les réunions quotidiennes des travailleurs des équipements, le porte-à-porte fait auprès de ceux qu'on ne voyait plus permettent de contrer ces manœuvres. Des travailleurs qu'on ne voyait plus, dont on disait qu'ils étaient d'accord pour travailler pour SPEMELEC, sont venus démentir ces bruits.

Les cadres recruteurs pour SPEMELEC cherchent aussi à introduire

la division entre les travailleurs des Equipements et ceux de l'Horlogerie. « Ils » laissent entendre que des ouvriers de l'horlogerie ont été embauchés, que d'autres le seront pour certains travaux auxquels elles peuvent s'adapter facilement. Mais sur ce point, nous savons riposter à la manœuvre. Des équipes ont été formées qui commencent la porte-à-porte des travailleurs de l'horlogerie qui ne participent pas régulièrement aux A.G. Nous saurons les convaincre de reprendre leur place dans la lutte.

Besançon, le 29 novembre 1973.

● La cinquième paye sauvage (1 million de F environ) a été distribuée dans les derniers jours de novembre, permettant de compenser la différence entre l'allocation de chômage et l'ancienne paie mensuelle.



• une gigantesque bataille

DANS un système dont le but serait de faire face à la demande d'énergie dans un pays, la première préoccupation serait de déterminer quels sont les besoins à satisfaire pour l'industrie, les transports, le chauffage ou, simplement, pour rendre plus agréables les conditions de la vie quotidienne. Il faudrait ensuite faire l'inventaire des différentes sources d'énergie dont on dispose en sachant exactement quels sont leurs avantages et leurs inconvénients respectifs :

- le **charbon**, cela veut dire que des milliers d'hommes vont être obligés de faire un métier extrêmement dur, avec des risques d'accidents, de maladies, même si on prend le maximum de précautions. Cela veut dire aussi les risques de pollution, même si on développe des équipements de protection (filtres sur les cheminées par exemple) ;
- le **pétrole**, c'est aussi très largement la pollution : celle de l'air peut être en grande partie évitée, mais le risque de pollution de l'eau reste considérable en particulier au cours du transport depuis les pays producteurs ; et puis le pétrole c'est également la dépendance politique ;
- l'**énergie atomique** : les dangers qu'elle présente ne sont pas toujours ceux que l'on dit (1). Certains de ses inconvénients peuvent être supprimés, ce n'est pas un problème technique, il suffit d'y mettre le prix. Les dangers que présentent les radiations pour les populations environnantes ou pour ceux qui assurent le fonctionnement de la centrale sont pratiquement nuls si des précautions suffisantes sont prises lors de la construction et pour l'exploitation du réacteur. Les transformations écologiques dues à l'augmentation de la température de l'eau des rivières utilisées pour refroidir les centrales peuvent être négligeables ; quant à l'inconvénient esthétique, c'est une question posée aux architectes.

gaspillages

Mais il y a un problème auquel il n'existe aujourd'hui aucune solution technique : c'est celui de l'élimination des déchets radio-actifs : on sait comment les rendre inoffensifs, mais comme il faut les conserver pendant des dizaines d'années dans des conditions

de sécurité absolue, cela pose des problèmes de stockage insolubles.

Enfin, l'énergie nucléaire peut être un instrument d'indépendance politique (2) à la condition que l'on contrôle non seulement la technique de construction des réacteurs, mais aussi les sources de combustibles. En choisissant, en 1969, de construire des réacteurs de type américain, le gouvernement Pompidou a choisi délibérément la dépendance à l'égard des Etats-Unis pour la construction des réacteurs, mais surtout pour leur fonctionnement, puisque ces centrales consomment de l'uranium enrichi que seuls les Etats-Unis produisent aujourd'hui à l'échelle industrielle.

La troisième opération, la plus difficile, consisterait à faire des choix, c'est-à-dire d'abord à éliminer certains gaspillages. La voiture individuelle en est un, le Concorde encore bien davantage. Mais il y en a d'autres peut-être plus importants.

Bien que l'on découvre chaque année de nouveaux gisements, on sait que les ressources en pétrole ne sont pas inépuisables ; n'est-ce pas un gaspillage invraisemblable d'utiliser simplement à « faire du feu », une matière première qui peut avoir des utilisations qu'aucun autre produit ne pourra donner ?

Autre exemple de gaspillage : aujourd'hui, dans les mines d'uranium, on exploite les éléments les plus faciles à extraire ou à traiter, ceux qui permettent un profit maximum, compte tenu du prix sur le marché mondial. A côté, il reste du minerai qui pourrait être utilisé si on acceptait de payer plus cher.

Or, ces minéraux sont abandonnés.

D'autres gaspillages pourraient encore être évités, par exemple ceux qui résultent des techniques de construction des habitations, sans aucune isolation thermique, et dont le chauffage exige un maximum d'énergie. Il s'agit de savoir cette fois ce qui exige le plus de sacrifices pour la communauté, d'améliorer la construction des habitations ou de consommer plus d'énergie pour se chauffer.

Encore s'agit-il là de choix assez faciles. D'autres peuvent être infiniment plus incertains. Par exemple, s'il faut développer la consommation d'énergie pour supprimer certains travaux pénibles et les faire exécuter par des machines, le choix peut être soit de recourir au charbon (c'est-à-dire à transférer le travail pénible vers un autre secteur d'activité : les mines) soit de construire de nouvelles centrales nucléaires dont on ne saura pas comment éliminer les déchets. Et puis, comment trancher entre la volonté de réduire la dépendance politique en diminuant la consommation d'énergie et

celle d'améliorer par exemple l'esthétique d'une ville, qui conduirait à accroître cette même consommation ?

Voilà, en tout cas, le type même de cas de conscience qui ne risque pas de se poser en régime capitaliste, parce que précisément on ne se demande à aucun moment quels sont les besoins à satisfaire, les priorités à respecter, les gaspillages à éviter.

contre le charbon

Les questions posées précédemment sont de vraies questions et nous ne pourrions pas y échapper dans une économie socialiste. En régime capitaliste, elles n'ont pas de sens, parce que les décisions sont prises en fonction de tout autre critère : l'exemple

• l'Europe n'ex

LORSQUE fut créé le Marché Commun en 1957, deux domaines d'interventions privilégiés furent choisis : l'agriculture et l'énergie. L'organisation agricole européenne dure toujours et pèse quotidiennement sur la vie des agriculteurs, tandis que les projets énergétiques ont avorté à l'exemple du principal d'entre eux : Euratom.

Cette opposition d'évolution est significative de ce qu'au niveau de l'énergie, chaque pays membre désirait, en définitive, conserver son indépendance vis-à-vis des autres européens, quitte à l'aliéner vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, la France renforçait-elle les structures publiques ou semi-publiques de l'industrie énergétique, aussi bien vis-à-vis du pétrole (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, Compagnie Française des Pétroles, groupe Elf-Erap) que de l'atome (Commissariat à l'Energie Atomique, recherche d'une filiale française de production d'électricité d'origine nucléaire). En Italie se développait, dans le même but, l'E.N.I. d'Enrico Mattei, tandis que l'Allemagne, soucieuse de ne pas être à la remorque de la France, en avance sur elle sur ce terrain, se liait aux Etats-Unis.



C'Europe a

LE CAPI MAN D'EN

Ce n'est pas vraiment la crise du capitalisme. Une de plus du : il en a vu bien d'autres-t-il aussi vite de celle-là croisées de la croissance ? Sur « taux », des « PNB », des du profit programmé pour de dommages ?

Les Lucien Barnier, les Analogues du Développement cette vaste dépression pénée Proche-Orient. Du moins s'elle ci-dessous Jacques Gment de la croissance en 1cisme aidant - vient à poion tant soit peu les lézardepéen.

Mais la crise énergétique Bernard Jaumont en reestime-t-il, relèvent « d'énormes firmes rivales »

de ce qui s'est passé en France au cours des dernières années, et les mécanismes qui ont conduit au risque de pénurie, le montrent bien.

Il y a encore une quinzaine d'années, la principale source d'énergie

(1) Voir « TS » n° 580 du 30 mai 1973.
(2) Au risque de me faire traiter de « foutriquet » par notre camarade Brice Lalonde (voir « TS » n° 580), je maintiens que s'il faut demander au PDG de la Gulf ou de Shell l'autorisation de faire la révolution, on est réduit à une négociation dont je ne voudrais pas être responsable.

ALISME QUE ERGIE

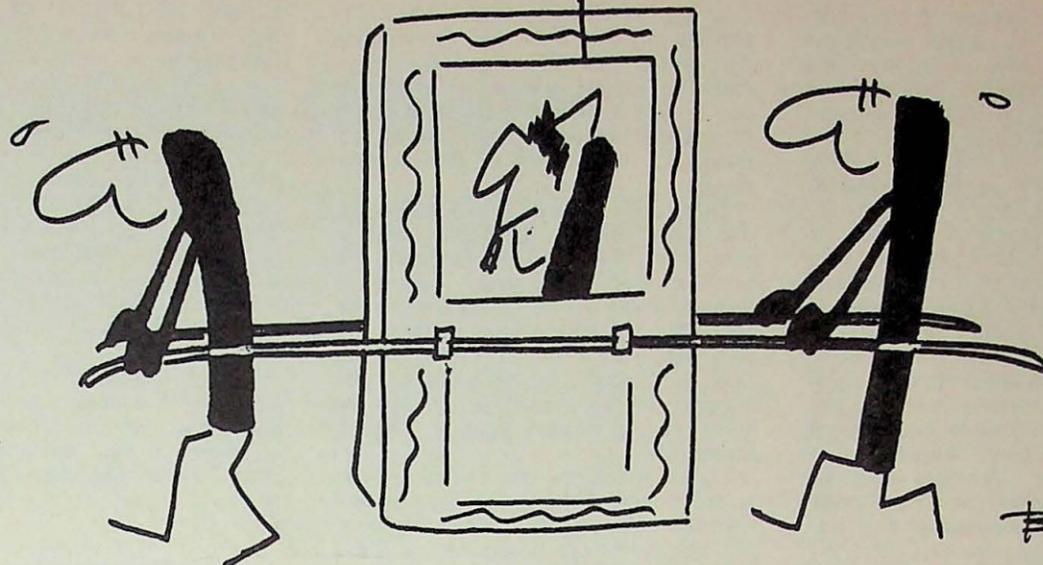
de l'énergie mais bien celle
pourrait-on dire sous-enten-
est vrai, mais se remettra-
bouleverse toutes les don-
t-il d'une remise à jour des
CB » et autres idéogrammes
verser la tempête sans trop

rt Simon et autres météoro-
out-coin n'avaient pas prévu
ère qui s'est abattue sur le
endaient-ils, comme le rap-
s, à « un sérieux ralentisse-
». Le « pétrole arabe » - ra-
si l'on peut dire, reboucher
l'édifice, surtout côté euro-

n'en est pas moins réelle.
quelques données qui,
bataille gigantesque entre

utilisée en France était le charbon, ex-
ploité dans des conditions parfaite-
ment capitalistes par des sociétés na-
tionalisées. Peu à peu, la place du
charbon a diminué au profit du pétro-
le, que ce soit dans ses utilisations di-

un peu plus d'énergie!



rectes (dans les chemins de fer, la
traction à vapeur fait place au diesel)
ou indirectes (pour la production
d'électricité), et des mines ont dû
être fermées ; non pas parce que les
gisements étaient épuisés, ou parce
qu'on estimait que le métier de mineur
était trop pénible ou trop dangereux,
ou parce qu'on a été sensible aux
risques de pollution, mais simplement
parce que les firmes productrices de
pétrole pouvaient y trouver un profit,
alors qu'elles étaient éliminées du sec-
teur charbonnier.

Et en régime de libre concurrence,
c'est l'enfance de l'art que de suppri-
mer un secteur d'activité, pourvu qu'on
ait des moyens financiers suffisants :
il suffit de pratiquer une politique de
prix assez faible pour que le concu-
rent ne puisse pas se maintenir. En-
suite, quand on est seul maître de la
situation, on peut faire grimper les
prix librement, et faire bien plus que
compenser les pertes qu'on a subies
pour conquérir le marché.

Il faut d'ailleurs reconnaître que si
le charbon a été torpillé, ce n'est pas
seulement parce que les principales
mines étaient nationalisées ; dans
d'autres pays, les producteurs de pé-
trole ont joué le même jeu, alors que
les structures juridiques ne les empê-
chaient pas de contrôler la production

de charbon. La raison essentielle de
leur hostilité au charbon, c'est que
son extraction exige beaucoup d'hom-
mes, que la productivité du travail y
est plus faible que dans le secteur pé-
trotier, et que la combativité ouvrière
y est élevée.

dumping

Quoi qu'il en soit, à peine la victoi-
re était-elle assurée sur le charbon
qu'apparaissait un nouvel adversaire,
l'énergie nucléaire, qui pouvait deve-
nir un rival dangereux. A cet égard,
une anecdote mérite d'être racontée :
au moment de l'élaboration du V^e Plan,
les responsables de la planification
ont considéré que de 1956 à 1970, le
prix du pétrole continuerait à augmen-
ter régulièrement de 5 à 6 % par an et
que, dans ces conditions, l'énergie
nucléaire serait compétitive avec le
fuel aux alentours de 1968. Ils ont dé-
cidé de construire des centrales nu-
cléaires pour une puissance de 2.500
MW, avec possibilité d'y ajouter
1.500 MW selon la conjoncture. Or,
vers 1967, au lieu de continuer son
augmentation régulière, le prix du fuel
a baissé brutalement de 50 % : le plan

de construction des centrales nucléai-
res s'effondrait ; quand l'échec a été
clair, le prix du fuel a repris son ascen-
sion...

A quoi sert, dans tout cela, de se
demander si l'énergie nucléaire est
plus ou moins polluante ou dangereu-
se : ce sont en réalité les variations
du prix du pétrole qui détermineront
le rythme de construction des centra-
les, toute autre considération est ab-
sente des décisions.

Charbon d'abord, énergie atomique
ensuite, les pétroliers l'emportaient
sur la volonté affirmée par le gouver-
nement : en régime de libre concu-
rence, il n'y a pas de raison qu'une
volonté politique, quelle qu'elle soit,
l'emporte sur la puissance commercia-
le. Seulement, cette fois, les sociétés
productrices (ou destructrices) de pé-
trole allaient trouver à qui parler. Par-
ce qu'en novembre 1969, Pompidou
décidait que, dorénavant, on cons-
truirait en France des centrales nu-
cléaires de type américain, en particu-
lier celles qui ont été mises au point
par le trust **Westinghouse**. Or, depuis
quatre ou cinq ans, deux firmes amé-
ricaines, **Westinghouse** et **General
Electric** menaient une bataille fantasti-
que pour essayer de contrôler le
marché des centrales nucléaires dans
le monde. Aujourd'hui, en 1973, elles

iste pas !

Le réveil est dur pour ceux qui n'ont
pas su prévoir. Si nous étions dans
un régime où les gouvernants sont
réellement responsables de leurs ac-
tes, ils devraient aujourd'hui quitter
leur poste pour n'avoir pas su accom-
plir leur mission en un de ses points
essentiels. Ne rêvons pas ; conten-

tons-nous d'analyser la stratégie qu'ils
mettent en place pour faire face. L'élé-
ment le plus concret de cette stra-
tégie est l'accord sur la création d'une
usine de séparation isotopique signé
par la France, l'Italie, la Suisse, l'Es-
pagne et la Suède. Cet accord ap-
pelle deux commentaires. Le premier,
positif, consiste à souligner l'extrême
intérêt qu'a la France — en particu-
lier une France qui serait engagée
dans une expérience socialiste — à
produire de l'uranium, en coopération
avec d'autres pays européens, indé-
pendamment des Etats-Unis. La dépen-
dance énergétique vis-à-vis de l'Amé-
rique serait en effet un des plus redou-
tables goulots d'étranglement d'une
expérience socialiste en Europe.

entreprise d'intoxication

Le second commentaire, critique,
consiste à remarquer l'hétérogénéité
du groupe de pays signataires de l'ac-
cord. Pourquoi l'Allemagne et l'An-
gleterre, pour ne citer qu'eux, n'en
font pas partie ? Il faut, hélas ! se
rappeler les tristes péripéties de la
lutte pour les procédés de télévision
couleur pour répondre à cette ques-

tion. La compétition **PAL-SECAM** va
se répéter demain dans le domaine
de l'énergie atomique entre le groupe
de pays dominés par la technique fran-
çaise et celui centré sur la technique
anglo-germanique, cette division étant
fondée essentiellement sur des inté-
rêts commerciaux. Il est inutile d'in-
sister sur le fait que cette division
commerciale risque d'hypothéquer gra-
vement la potentialité d'indépendance
de chacun des deux concurrents vis-à-
vis des Etats-Unis.

Un autre aspect de la nouvelle
politique énergétique de l'Europe telle
qu'elle s'annonce est celui de l'attitude
face aux producteurs arabes. Il
faut ici mettre en garde toutes les
forces populaires contre une magistrale
entreprise d'intoxication qui se monte
actuellement. En effet, la plupart des
experts économiques occidentaux
s'accordaient, avant la crise du pé-
trole, pour prévoir un sérieux ralentisse-
ment de la croissance en 1974. Or,
voici qu'arrive l'occasion rêvée de
faire porter la responsabilité de ce
marasme — désormais certain — non
pas sur les mécanismes propres du
capitalisme, mais sur un élément exté-
rieur, le « pétrole arabe ». La tacti-
que est redoutable, non seulement
parce qu'elle consiste à trouver un
bouc émissaire qui cachera les véri-
tablement responsables mais encore parce
qu'elle va s'appuyer sur un racisme
anti-arabe qui ne demande qu'à s'en-
flammer.

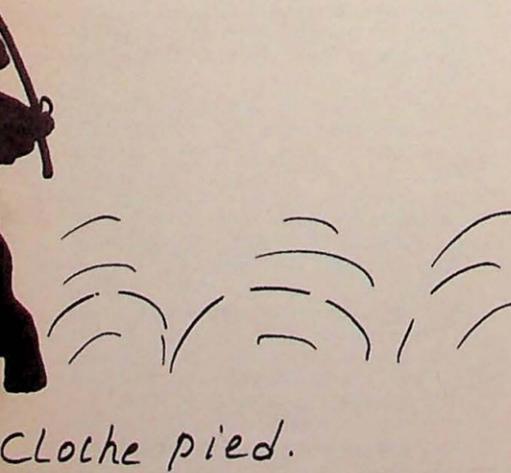
Il s'agit donc de se préparer à une
riposte capable de démonter les mé-
canismes réels de la crise économi-
que de demain et d'endiguer la, va-
gue raciste qui l'accompagnera. A ce

propos, il importe d'affirmer qu'un so-
cialisme français ne mènerait pas la
même politique vis-à-vis des pays ara-
bes que le gouvernement actuel. La
seule politique juste consiste en effet
à approuver les hausses du prix du
pétrole lorsqu'elles permettent au pays
producteur d'investir chez lui et de
s'industrialiser au profit de sa popu-
lation. Il ne faut pas ici oublier que
les pays arabes sont des pays sous-
développés et que le soutien des cours
de leur matière première est le moyen
privilegié de permettre leur dévelop-
pement, à condition, bien entendu, de
distinguer entre les pays arabes peu-
plés et dont la politique économique
vise à l'amélioration du niveau de
vie du peuple, et les émirats qui pla-
cent leurs devises sur le marché mo-
nétaire de Zurich ou deviennent ac-
tionnaires de la **Gulf Oil Company**.

deux thèmes d'action

Bâtir une indépendance sur les seu-
les bases qui la rendent réelle, c'est-à-
dire européenne, pratiquer une politi-
que active d'aide aux pays sous-
développés, tels sont les deux thè-
mes d'action qu'une France socialiste
dégagerait de la crise actuelle, en
dehors de la lutte contre le gaspila-
ge énergétique, dont **TS** s'est déjà
faite l'écho et sur lequel il revien-
dra. Craignons que la politique Pom-
pidou emprunte de tout autres che-
mins et que l'Europe, une fois encore,
n'existe pas.

Jacques GALLUS.



sont à peu près parvenues à leurs fins, après avoir éliminé leurs principaux concurrents. Français et Britanniques en particulier. Seuls les Canadiens et les Allemands ont survécu sur un marché en grande partie protégé.

Pour en arriver là, les deux firmes américaines ont dû pendant plusieurs années pratiquer des prix de dumping ; elles ont perdu plusieurs millions de dollars, et il va falloir rattraper cela en construisant des centrales nucléaires : E.D.F. annonce qu'en France on en construira 200 avant l'an 2000.

Dès lors, l'affrontement risque d'être considérable entre producteurs de pétrole et constructeurs de centrales nucléaires et Westinghouse ou General Electric sont pour Gulf, Shell ou Exxon des interlocuteurs autrement plus coriaces que Pompidou et Charbonnel, c'est-à-dire les porte-parole des petits industriels français. En fait, l'affrontement sera peut-être limité pour que le régime capitaliste offre aux firmes les plus puissantes une infinité de ressources.

voir plus loin

Depuis quelques années, les pétroliers achètent des actions des sociétés qui produisent l'uranium et c'est un secteur qu'elles contrôleront bientôt entièrement. Cela leur donnera un atout considérable dans les négociations avec Westinghouse et General Electric sur le rythme de construction des centrales nucléaires, et cela leur permettra de gagner sur les deux tableaux : si on construit plus de centrales nucléaires, elles vendront moins de pétrole, mais elles augmenteront leurs profits sur les ventes d'uranium ; cela tombe bien à un moment où l'on peut entrevoir l'épuisement des réserves de pétrole.

Tout de même, il faut voir plus loin et se donner encore plus d'armes qu'auparavant. Au mois de septembre, « Le Monde » a publié les résultats d'une enquête sur la femme italienne, enquête qui avait été financée par Shell. Interrogé sur les raisons de cet investissement, un des dirigeants de la Shell répondait : « Nous ne sommes pas des philanthropes. Nous considérons qu'il est de l'intérêt des industriels de jouer un rôle actif dans la détermination des choix de la population ». Cela veut dire en clair que cette enquête a pour but de faciliter la connaissance des facteurs qui poussent la clientèle féminine italienne à se décider pour tel ou tel type d'achat.

Sachant qu'il existe des techniciens permettant d'orienter les motivations d'un groupe, ce n'est pas nécessairement un procès d'intention d'estimer que le groupe Shell essaiera d'inciter la clientèle italienne à acheter ce qui procure à la Shell les profits les plus élevés.

Quoi qu'il en soit, voilà quelques-uns des éléments qui conditionnent la production d'énergie en France : une bataille gigantesque entre d'énormes firmes rivales où les constructeurs de centrales nucléaires s'opposent aux pétroliers, mais où, à l'intérieur de chaque groupe, la concurrence est encore plus vive, tant qu'une entente n'est pas intervenue pour le partage du marché.

Si, au milieu de ces affrontements, la production d'énergie en France correspond aux besoins, c'est vraiment par accident, car personne ne s'est préoccupé de le savoir et personne n'en a les moyens. Poser les questions soulevées au début de cet article est totalement dérisoire : à aucun moment, elles n'ont joué un rôle quelconque dans les décisions qui ont été prises et qui ont mené à la situation présente. Les seuls éléments qui entrent en ligne de compte sont la puissance financière et commerciale de quelques grandes firmes, leur aptitude à définir la stratégie qui leur assure le profit le plus élevé, leur capacité à éliminer leurs concurrents.

une imposture

Le résultat que la somme de ces contradictions peut exercer sur la production d'énergie dans un pays donné est un élément imprévisible et incontrôlable par qui que ce soit.

Quant au point de savoir s'il n'y a pas, techniquement, d'autres sources d'énergie qui pourraient être utilisées pour combler les lacunes des autres, il se présente de la façon suivante : ou bien ces techniques nouvelles sont adoptées par un groupe financier assez puissant pour rivaliser avec les autres et il prendra sa part du marché énergétique, et sa part du profit, sans jamais se préoccuper de savoir si les besoins en énergie sont satisfaits en France ou ailleurs, ou bien jamais, nulle part, ces nouvelles sources d'énergie ne seront utilisées, aussi miraculeuses soient-elles.

Les régimes capitalistes ont toujours pris soin d'entretenir une formidable intoxication sur le thème : seule la libre entreprise, en permettant les ajustements de l'offre et de la demande, est capable d'assurer l'abondance.

Gaspillage, si vous voulez ; aliénation, soit ; injustice peut-être, mais du moins nous, capitalistes, évitons le rationnement et la pénurie.

Eh bien ! La preuve est faite que c'est là une imposture après tant d'autres et en France comme en Grande-Bretagne, on risque la pénurie d'énergie sur une mine de charbon, alors qu'il y a peu de temps des mineurs se mettaient en grève pour ne pas être mis en chômage par fermeture de leur mine.

Cet effroyable chaos a tout de même un côté cocasse : un pays où l'on risque de manquer d'essence, où les commerçants font des grèves, où l'on peut craindre des mouvements de pa-

nique, est-ce le Chili de l'Unité populaire selon les descriptions hystériques de Peyrefitte ou de Poniatowski ? Pas du tout, c'est la France de Pompidou présentée par l'O.R.T.F. en novembre 1973. Bernard JAUMONT ■

Réponse de la page 5

— vous avez gagné, c'est
L'ETAT - PATRON

de Ph. Brachet
20F. Librairie TS

critique socialiste n° 15 vient de paraître

Au sommaire :

- Serge Mallet n'est plus.
- Autogestion et grèves en Yougoslavie. P. Naville.
- La crise de la magistrature. J. Serène.
- Le cadre spatial de l'animation. P. Belleville.
- A propos du Parti Socialiste. R. Chapuis.
- Les 14 thèses du CLAS sur l'autogestion.
- Remarques critiques sur « Le marché Commun contre l'Europe ». B. Levadoux.
- Réponse à B. Levadoux. B. Jaumont. D. Lenègre.
- Les vicissitudes de l'hégémonie américaine. A. Faivre. J.-P. Sebord.
- Développement des firmes multinationales et évolution du régime capitaliste. B. Jaumont.

Le numéro : 80 pages - 6 F.

Abonnements : 30 F pour 6 numéros de « C.S. » seuls (45 F pour l'étranger). 45 F pour 6 numéros de « C.S. » plus 6 numéros du supplément (55 F pour l'étranger).

Editions Syros - 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. Paris 19-706-28

GRECE : un putsch chasse l'autre

Une semaine à peine après le nouveau putsch militaire qui a chassé Papadopoulos et son équipe du pouvoir, nombre de chroniqueurs semblent se perdre dans les subtilités qu'offre une palette d'attitudes politiques de droite et d'extrême droite des plus variées. Le nouveau gouvernement grec, jusqu'ici, a en effet multiplié les mouvements - sinon les déclarations - contradictoires, donnant un coup de barre à « gauche » ou à droite au gré des circonstances.

TANT et si bien que les prises de position politiques sur la situation grecque évoluent du simplisme le plus sommaire à la circonvolution embarrassée. Indiscutablement, le nouveau régime a semé les équivoques, dues certainement aux contradictions de classes et d'intérêt qui le traversent. Mais, au-delà des ambiguïtés, certaines constantes de la vie politique grecque se marquent nettement.

Équivoque, l'espèce de démarcation par rapport à Papadopoulos qu'affichent les nouveaux maîtres de la Grèce : alors que leur ligne politique, telle qu'elle s'exprime dans leur première conférence de presse, ne contient aucune divergence explicite avec celle du tyran déchu, sans insister sur la très relative et la très éphémère « libéralisation » du régime, les « généraux » condamnent à mots couverts les massacres d'il y a quinze jours et semblent avoir assoupli, si peu que ce soit, le régime de terreur policière instauré après les émeutes populaires. Mais on ne voit pas bien si les militaires au pouvoir veulent faire porter à

Papadopoulos le chapeau des crimes qu'ils l'ont aidé à commettre, ou s'ils lui reprochent simplement une libéralisation mal commencée et qui a mal fini...

Loin de nous l'idée de voir en Chizikis, ni surtout dans le général Ioanidis des libéraux écœurés par le sang versé. Probablement trouvant-ils cela simplement maladroit. Point de vue de technicien en quelque sorte.

Seconde équivoque : la nature même du nouveau gouvernement qui paraît de plus en plus clairement devoir être un gouvernement transitoire : nombre de portefeuilles ministériels — et non des moindres — non attribués, présence de nombreux civils, un chef de gouvernement (Androutsopoulos) très lié aux Etats-Unis, le tout semblant évoluer sous la férule discrète mais sévère du général Ioanidis, lui-même chef de la police militaire. L'appartenance de plusieurs nouveaux ministres au groupe des amis de Ioanidis, vieux politiciens de droite sous la monarchie, paraît marquer une ouverture sur une « démocratisation » du régime grec.

Mais le silence de Caramanlis lui-même paraît être celui d'un homme qui ne souhaite pas rejoindre la galère sans garanties.

les masques du facisme

Au niveau des militaires qui sont à l'origine du putsch, c'est moins un problème d'idéologie que de fractions rivales qui se pose : on peut tenir pour mythique l'existence d'un clan de « khadafistes » désireux d'instaurer un régime « nassérien » en Grèce. On se souvient que certains journalistes avaient repris cette hypothèse lors de l'avènement de Papadopoulos. On sait ce qu'il en est résulté.

En réalité, l'affrontement entre les putschistes semble se circonscrire entre de vrais « fascistes » partisans d'une ligne dure et d'un régime de terreur et ceux d'une droite autoritaire et conservatrice, disposée à quelques concessions apparentes (moins d'arrestations, une certaine libéralisation) pour conserver à la droite « politique » (monarchie ou solution Caramanlis) sa chance de prendre le relais ; notamment lorsque les échéances européennes se présenteront avec acuité.

On peut penser que de telles nuances sont trop subtiles pour que des militants révolutionnaires s'en embarrassent. C'est pourtant un des éléments

de la stratégie de nos camarades du parti communiste grec de l'intérieur, pour qui une solution « Caramanlis » permettrait de progresser à terme vers un régime démocratique en assurant à l'opposition grecque un développement moins risqué et plus rapide.

Les équivoques actuelles, qui seront bientôt levées en fonction de la bataille des classes au pouvoir, ne doivent pas masquer la constance de certains éléments politiques du régime grec, que le récent changement n'a pas substantiellement modifiés.

Tout d'abord, son caractère autoritaire : la fin du couvre-feu n'a pas mis un terme aux arrestations (notamment dans la jeunesse) et la libération de quelques dirigeants d'opposition n'empêche pas le fichage accéléré des militants et les tentatives de démantèlement des réseaux d'opposition les plus durs.

De nombreux travailleurs ayant participé aux sanglantes manifestations d'il y a quinze jours continuent à être torturés ou déportés. La censure n'a pas été levée, et les déclarations des dirigeants militaires constituent autant de menaces à l'égard de quiconque entreprendrait de manifester activement son opposition. Sous couvert « d'honnêteté », « d'épuration », de « redressement moral » (les masques habituels du fascisme à ses débuts), c'est en fait un renforcement de l'autorité militaire, au niveau le plus élevé (c'est le putsch des généraux, non plus des colonels) qui va s'instaurer.

• GENNEVILLIERS le drapeau rouge des immigrés

Gennevilliers, au centre de la boucle qu'effectue la Seine au-dessus de Paris, doit paraître bien grise et bien lugubre aux yeux des bourgeois. Ses bouts de terrains vagues, ses usines, ses petites rues qui quadrillent les zones industrielles pourraient être des images d'un roman de Zola. Et comme dans les romans de Zola, sous l'apparente tristesse, le prolétaire vit sa vie de travailleur.

AUTOUR des usines, des affiches politiques parlent du MLAC, de Lip, du Chili, etc. Elles sont signées par tout ce que compte le mouvement révolutionnaire, en bien et en moins bien. Et il ne se passe guère de semaines sans que le drapeau rouge n'apparaisse sur une ou plusieurs usines... Alors, Gennevilliers, administrée par le parti communiste, serait-elle une nouvelle Sorbonne ?

Vendredi dernier, il faisait un froid glacial devant le portail en fer de l'usine des Câbles de Lyon et sur lequel avait été hissé le drapeau rouge. Un travailleur marocain, passe-montagne relevé sur la tête, « surveillance » les alentours, regardant d'autres travailleurs qui vont et viennent autour du café du Rallye. En face, un terrain vague, qui va servir à l'édification d'une cité administrative. Derrière ce terrain, les « Agnettes », un bloc compact de HLM.

un monstre

L'usine des Câbles de Lyon de Gennevilliers est une vieille « taupe » qui, dit-on, doit disparaître. Cependant, elle est toujours là, avec ses quelque quatre cents travailleurs, la plupart immigrés. En raison d'une vétusté certaine des machines, la sécurité et l'hygiène laissent beaucoup à désirer. Pourtant le cahier de commandes (câbles pour le téléphone surtout) est bien rempli. Du travail pour deux ans et plus.

Comme son nom l'indique, cette usine a appartenu à un groupe dont le siège est à Lyon et qui compte, outre celles de Gennevilliers et de Lyon, des usines à Clichy, Bezons,

Reims et Calais, certaines d'entre elles étant le résultat d'absorption. En tout, environ 6.500 travailleurs.

Et comme la concentration capitaliste de l'industrie et sa restructuration est un processus sans fin, un jour, les Câbles de Lyon sont tombés dans le trust C.G.E. (Compagnie générale d'électricité), un « monstre » qui développe ses tentacules hors de France et qui domine près de 130.000 travailleurs dans quelque cent cinquante usines (bénéfice net en 1972 : 192 millions de francs, c'est pas mal).

Quelle était la situation des « câbleurs » de Gennevilliers ? Profitent-ils des splendeurs et des richesses du trust CGE qu'ils ont contribué à développer ? Des conditions de travail déplorables ; des salaires qui ne dépassent pas 1.000 F, ancienneté comprise ; des divisions avec des salaires différents pour un même travail ; des « rallonges » à la tête du client ; des brimades de caractère raciste évident : telle est la réalité.

Face à cela, les travailleurs ont du mal à s'unifier. Sur les 300 ouvriers spécialisés, une vingtaine seulement sont Français. Par contre, l'encadrement lui, est d'origine française. Bien qu'ils soient presque tous maghrébins, les travailleurs immigrés se divisent en Majoritaires — très largement majoritaires — Algériens et Tunisiens.

Aussi, la direction n'avait pas eu de peine à faire élire des délégués « indépendants » et un comité d'établissement du même tabac. La CGT, un moment dans la course, n'a pu suivre les mots d'ordre et les revendications des immigrés. Tout dernièrement, à l'occasion de l'appel du Mouvement des travailleurs arabes, pour la grève du 14 septembre, ces derniers se sont retrouvés seuls, sans soutien réel.

Autant de raisons pour nous, d'être vigilants et de réaffirmer notre solidarité aux Grecs qui se battent pour la liberté et le socialisme dans les conditions les plus difficiles.

Deuxième certitude ensuite : l'emprise des Etats-Unis sur le régime grec. Jamais absente, y compris du temps de la monarchie, l'influence américaine, qui avait pris le relais des Britanniques, est omniprésente en Grèce, que ce soit par l'entremise des firmes américaines, des agents de la CIA, des « conseillers » militaires, ou encore de la VI^e Flotte, qui est chez elle à Athènes.

à la chilienne ?

Cette emprise va probablement se renforcer : la nomination d'Androuso-poulos comme Premier ministre (il est conseiller juridique de plusieurs firmes internationales) est un signe qui ne trompe pas : si la CIA n'a pas trempé dans le putsch, elle n'en a certainement pas été absente ; à noter que l'attitude du gouvernement Papadopoulos devant la guerre du Proche-Orient et la crise du pétrole, du fait de ses bonnes relations avec les pays arabes, avait irrité Washington. De là à liquider le maladroît président de la République, il n'y avait qu'un pas.

De même l'ouverture sur l'Europe ne pouvait pas être menée sous l'égide de Papadopoulos dont l'image était trop discréditée dans les opinions européennes. Ses successeurs devront améliorer cette image de marque qui laissait à désirer. Il est évidemment douteux qu'ils y parviennent. Ce, d'autant plus que la crise économique sévit en Grèce avec une particulière vio-

lence : inflation galopante, chômage important, émigration forcée, constituent la toile de fond d'un mécontentement populaire qui a récemment affirmé sa virulence. Nul doute, en conséquence, que le nouveau régime va devoir affronter de durs moments, d'où il pourrait sortir sinon balayé, du moins très affaibli. A moins que, devant la radicalisation des masses, il ne soit tenté d'user de la manière forte, à la chilienne, pour décapiter une fois pour toutes l'opposition populaire.

Cependant, une telle politique sonnera probablement le glas des « rêves européens » du capital grec et de ses partenaires multinationaux. Au surplus, le nombre de militants de gauche prêts à prendre de grands risques, a considérablement grandi et la perspective de renversement du régime s'est affermie. Les récentes émeutes en ont fourni la démonstration. La voie étroite tracée au régime fasciste grec est dans une impasse. Ceux qui le soutiennent le plus activement (parmi lesquels la France de Pompidou, comme toujours au tableau d'honneur) feraient bien de méditer sur cette leçon.

Quant à nous, nous soutiendrons le combat de nos camarades grecs comme il se doit tout au long de leur chemin vers la liberté. Ce chemin sera long, et jonché de martyrs. Mais au bout, il y a, déjà, la lumière.

Au demeurant, au pays de l'intelligence, ils combattent contre ceux qui manient la matraque et les phrases creuses, telle celle-ci, extraite de la déclaration de Androuso-poulos : « La politique de l'énergie électrique sera fondée sur une production de courant adéquat ». Sans commentaires.

Daniel LENÈGRE ■

Evidemment, cela aurait pu durer longtemps ainsi. Et non : les travailleurs immigrés ont, réunion d'atelier après réunion d'atelier, réussi à s'accorder pour une action de grève, tout en sachant que le fossé avec la maîtrise française risquait de se creuser. Ils n'avaient pas le choix. Grève le jeudi 22 et occupation le lendemain après que 4 ouvriers et 2 ouvrières, désignés par l'assemblée générale pour aller déposer le cahier des revendications, se furent entendus répondre : « Reprenez le travail on verra après ».

solidarité

Immédiatement, les travailleurs ont décidé de se constituer en section syndicale CFDT, de désigner un délégué syndical « conforme » à la loi et d'élire un comité de grève. Des délégations de grévistes sont parties dans les usines du coin. L'assemblée générale a mis sur pied des commissions de travail (sécurité, nettoyage, nourriture...). Cependant, après une semaine de grève sans occupation, la prise de conscience n'est pas assez élevée et le comité de grève doit compter avec un certain absen-

tisme et un affaiblissement du dynamisme. Problèmes bien réels qu'il faut surmonter.

C'est alors que la solidarité se met en place. La municipalité communiste sert les repas et alloue une indemnité aux grévistes et à leur famille habitant Gennevilliers ou les communes de « gauche » (ce qui n'est pas sans poser des problèmes tels que discrimination et publication des noms des grévistes). L'Amicale des Algériens intervient pour les siens et désire une liste de noms, ce qui ne facilite pas non plus la solidarité globale. Un comité de soutien se met en place (Rouge, Front Rouge, Ligne Rouge, H.R., PSU). L'ASTI et le MTA sont contactés. Des quêtes ont été organisées pendant le week-end sur les marchés, avec le concours des grévistes et autour de leurs revendications : « 50 centimes d'augmentation pour tous ; à travail égal, salaire égal ; reconnaissance des délégués syndicaux ; élection de délégués du personnel ».

A la suite de l'intervention dynamique de l'inspecteur du travail, le tribunal des référés, saisi par la direction, a décidé samedi dernier, que des négociations devaient s'ouvrir immédiatement et qu'en contre partie, les travailleurs de-

vront évacuer l'usine avant lundi 3 décembre, douze heures.

Dès dimanche matin, 2 décembre, la direction prenait contact avec le comité de grève. Pour leur part, les travailleurs décidaient de se ménager la possibilité de recourir à l'occupation aussi longtemps que la négociation n'aurait pas un premier résultat : reconnaissance de la section syndicale et de son délégué, amélioration des conditions de travail, augmentation uniforme du salaire horaire. Mais ne pas rompre l'unité afin de contrer les provocations et les mises en garde défaitistes, c'est aussi l'un des principaux objectifs des grévistes.

2-12-73
Michel CAMOUIS ■

APPEL

• De nombreuses entreprises vont débrayer ce 6 décembre. Certaines d'entre elles poursuivront la grève au-delà, sur leurs propres revendications. « T.S. » lance un appel pour que celles-ci soient connues. Signalez-les en envoyant dès que possible des notes au journal avec, brièvement indiqués, la nature des revendications, les centres de lutte et la durée du mouvement.

LE BATIMENT NE VA PLUS

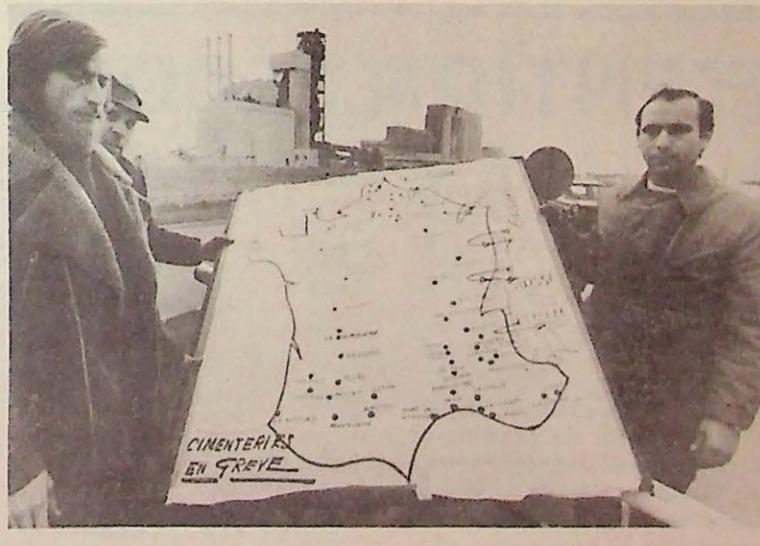
GREVE dans les cimenteries (48 sur 65) touchant 12.000 salariés et réduisant la production de 70 %. Grève due essentiellement à la restructuration du secteur, concentration, conditions de travail, salaire minimum de 1.400 F.

Dans ce secteur, le patronat a les dents longues et refuse de négocier alors que l'Etat vient de l'autoriser à majorer le prix du ciment de 4,26 %.

Le manque de ciment sur les chantiers, notamment dans la région parisienne, le Centre, le Sud-Ouest et le Sud-Est, constitue une menace de chômage technique sur les chantiers du bâtiment. La C.F.D.T. souligne la responsabilité du patronat cimentier et demande aux travailleurs du bâtiment, des travaux publics et des matériaux de construction

ainsi touchés d'exiger le paiement intégral des jours chômés.

Conséquences extrêmement importantes, la solidarité internationale des travailleurs : la Fédération internationale de la chimie a demandé à ses adhérents de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, de bloquer les exportations vers la France et a alerté les syndicats d'Amérique du Nord pour contrôler les stocks des Ciments Lafarge. Des camions envoyés par les patrons du béton vers les autres pays sont revenus vides.



• SAINT-TURBIN !

AFRONVILLE SAINT-URBAIN (Haute-Marne), les ateliers métallurgiques emploient de nombreux travailleurs algériens. Plus exploités que leurs camarades français, ils décident de se syndiquer et choisissent la CFDT.

La direction n'admet pas cette initiative audacieuse et procède à l'intox : « Pourquoi es-tu syndiqué ? Il ne faut pas... Déchire ta carte de la CFDT et inscris-toi au syndicat autonome... » Un à un, les ouvriers algériens sont questionnés et sermonnés : « Vous avez vu chez Lip, où cela mène de suivre la CFDT : au chômage ».

Le délégué syndical disparaît sans laisser d'adresse, un nouveau est désigné par les ouvriers, il est licencié sans motif valable.

Le conflit a démarré en octobre. Début novembre, nouveau coup de force de la direction : licenciement collectif de 22 travailleurs. Re-intox, les immigrés sont étroitement surveillés (logement, déplacements, activités syndicales). Atmosphère invivable dans l'entreprise. A St-Urbain, on éduque : un « philosophe » véreux est invité à venir baver sur « Liberté-autorité ». A St-Urbain, il faut turbiner ! Rompez ! Correspondance ■



● Charente razzia sur le Cognac

EN Charente, razzia sur les vignobles classés de Cognac. Cette fois-ci, ce ne sont plus les hobereaux, mais de vénérables maisons de Cognac qui rachètent :

— Ricard : 156 ha à Magnac-Lavalette.

— Gaston de Lagrange : 76 ha à Pérignac.

Face à cette offensive, les paysans travailleurs, le MODEF, et, une fois n'est pas coutume, l'UDSEA, ont protesté, se sont mobilisés et ont tenté d'empêcher la vente. Il ne semble pas qu'elles y aient réussi, car les sociétés acheteuses connaissent une loi faite pour elles, qui comporte de nombreuses lacunes. Ainsi, à Magnac-Lavalette, la vente a été faite en viager, et de ce fait échappe au droit de préemption. A Pérignac, le règlement anti-cumul a été tourné, et le préfet a couvert l'opération.

Les paysans doivent se mobiliser pour défendre leur outil de travail menacé par ces achats de terre. En effet, dans tout le Sud-Ouest, des négociants en vins rachètent massivement cette année des vignobles de grand cru (Bordeaux, Bourgogne) et des vignobles classés de Cognac. Ces terres génératrices de devises sont en effet d'un excellent rapport ; elles constituent une excellente valeur refuge, en ces temps d'inflation et de crise. Mais surtout, cela permet d'industrialiser la production du raisin.

Utilisant des salariés payés en dessous du SMIC, faisant largement appel aux travailleurs immigrés, ces maisons espèrent ainsi réaliser des surprofits et se garantir contre les éventuelles revendications des producteurs indépendants. Bel exemple de la pénétration du capitalisme d'affaires dans l'agriculture !

autres quelques dizaines de producteurs aux niveaux supérieurs de productivité.

La grève des contrôleurs de l'Orne, contestant cette ligne, rejoint les projets de réalisations de certains départements pour une évolution opposée au contrôle laitier et à la « vulgarisation », basée sur les principes suivants :

- travail du technicien avec des groupes de base ;
- priorité aux plus petits agriculteurs ;
- chaque groupe définit ses propres besoins.

Sur ces bases, les mots « Contrôle laitier » pourraient devenir un mot d'ordre pour notre parti. ■

risienne. A travers les luttes paysannes actuelles — surtout sur le foncier et pour la rémunération du travail — elle a analysé la situation du mouvement paysan et souligné l'émergence d'une gauche paysanne radicalisée.

Le mouvement paysans-travailleurs, en tenant compte des situations locales, est souvent bien adapté par cette prise de conscience révolutionnaire.

Les perspectives de luttes pour la période à venir peuvent se regrouper autour de deux axes :

— contrôle des travailleurs paysans sur les moyens de production et d'abord le foncier (attention parfois à l'ambiguïté de luttes pour l'attribution du sol) ;

— contrôle populaire sur les prix, la transformation et la distribution des produits agricoles, qui se fera par la jonction des paysans, des travailleurs du circuit aval et des consommateurs organisés en groupes ou comités de quartiers. ■

● CNA le point

● La Commission nationale agricole s'est réunie les 10 et 11 novembre dans la région pa-

IL N'Y A PAS QUE DES BOUQUINS PORNOS DERRIERE LES BARREAUX DE LA LIBRAIRIE SYROS

9, rue Borromée, PARIS-15°

- mais les meilleurs économie de 10 % - livres politiques franco de port - CCP
 - des disques aussi 19 706 28 Paris
 - et même des cartes de vœux
- Faut-y vous l'emballer ?

(10 F pour 4,50 F)

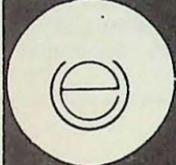
● Orne contrôle laitier

DANS l'Orne, grève administrative des contrôleurs laitiers. Deux revendications principales :

- Diminution du temps de travail ;
- Maintien du service « Contrôle laitier » aux petits producteurs, que la direction parle d'abandonner.

Une évolution du contrôle laitier semble en effet se dessiner dans plusieurs départements de l'ouest : on proposerait aux éleveurs « éclairés » un service complet (bilans fourragers, gestion technique du troupeau, etc.), pour une cotisation de 800 à 1 000 F par an. Cette aide, strictement individuelle, permettrait de faire accéder avant les

● Nous avons reçu ces dernières semaines un grand nombre de documents sur les luttes actuelles dans l'agriculture et les IAA (Vitho, Courcy, Rieucros, Journées du CLAS de Toulouse, Journées d'études USNAT-PA, etc.). Ne pouvant les publier tous dans « TS », nous les avons rassemblés dans un « PSU-Informations ». Le demander à la CNA, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



LIRE GRAMSCI

Dominique GRISONI
Robert MAGGIORI

29,95F

éditions universitaires

ATTENTION, ÉCOLE !

ATTENTION, ÉCOLE », c'est le titre d'une collection nouvelle aux Editions du Cerf. Nous avons rendu compte ici-même des trois premiers titres parus : « Apprentis, 4 heures à l'école, 36 à la production », « La F.E.N., un syndicat ? », « Educons » (« TS » du 14 juin 73). A l'occasion de la sortie de « Guérir de l'école », par Madeleine Natanson, nous avons rencontré Michel Clévenot, animateur de la collection.

● Pourquoi as-tu créé cette collection, et que signifie ce titre « Attention Ecole » ?

— Tiens regarde : au dos de chaque bouquin, il y a trois petites phrases qui résument assez bien ma réponse :

- Attention : l'école (enseignement/éducation) est aujourd'hui un point chaud, révélateur des contradictions sociales.
- Attention : la crise de l'école ne sera pas résolue par des réformes pédagogiques ; c'est un problème politique : quelle société voulons-nous ?
- Attention Ecole : une collection pour les travailleurs, enseignants, parents, élèves, citoyens, qui veulent insérer leur action dans un combat plus large. Autrement dit : à cause de son rôle de

reproduction des divisions sociales et de son inadaptation à ce rôle, l'école apparaît comme un lieu particulièrement important dans les luttes actuelles. Mais les forces nouvelles (chez les élèves, les profs et les parents) sont encore trop isolées. D'où la nécessité de liaisons entre, par exemple, les deux « réseaux » (Baudelot-Establet) primaire-professionnel et secondaire-supérieur ; de dénonciation de la répression (contre les élèves et les profs) ; de popularisation des combats pour les relier à ceux de la classe ouvrière.

● Qui est-ce qui lit ces bouquins ?

— Malheureusement les gens qui lisent habituellement : étudiants, enseignants... C'est pourquoi nous avons fait « Educons », recueil de dessins de Sabadel : ce langage-là peut être compris même par ceux qui ne lisent pas. Et le bouquin réalisé avec des apprentis, en discutant avec eux, a, lui aussi, un style direct nouveau. Je sais que de nombreux lecteurs y ont découvert la vie des apprentis sous contrat.

Dans ce sens, je regrette presque que « La FEN : un syndicat ? » ait du succès essentiellement chez les profs : il faudrait que des élèves et des parents le lisent pour apprendre le danger du « corporatisme » des syndicats et l'urgence de dépasser la notion de « profs », de « parents », d'« élèves »...

● Est-ce que tu fais une place aux « utopistes », à ceux qui cherchent à inventer de nouvelles formes d'éducation ?

— Pas encore. J'ai voulu commencer par donner la parole à ceux qui luttent dans l'école. Cela dit, le « rêve » des autres (parmi lesquels je compte de bons copains) me semble indispensable et je publierai des comptes rendus d'expériences « alternatives » françaises et étrangères, mais j'ai constaté que, partout, ces initiatives concernent d'abord (souvent à leur corps défendant) des privilégiés ; et je n'oublie pas le cri des « enfants de Barbiana » : « L'école, ça vaudra toujours mieux que la merde... C'est vous qui dites que les gosses détestent l'école... A nous, les paysans, vous nous avez pas demandé ! »

● As-tu l'intention de publier des analyses théoriques, du genre Baudelot-Establet ou Mendel ?

— Oui, bien sûr ; le mouvement d'aller et retour entre la pratique et la théorie est fondamental. Nous avons en préparation un travail sur « institutions scolaires, famille et capital », par André Granou (auteur du remarquable « Capitalisme et mode de vie »). Et nous essayons que chaque livre présente à la fois une expérience ou un document et des éléments de réflexion critique.

● C'est le cas du dernier paru : « Guérir de l'école ». De quoi s'agit-il ?

— Je crois que c'est un bon exemple de ce que nous voulons faire de cette collection. Madeleine Natanson rééduque des enfants dyslexiques ; tu sais que l'échec scolaire est la hantise de tous les parents : il faut être bon élève, il faut réussir ! Dans le temps, les « ratés » étaient simplement éliminés ; maintenant, on les soigne... Alors,

à partir de cette demande de soins, Madeleine analyse le « désir » de réussite projeté sur les enfants et les causes réelles de l'échec. Son bouquin est très vivant, plein d'exemples drôles ou émouvants. Et au fur et à mesure des « cas » exposés, le lecteur est amené à se poser la question : guérir de l'école, c'est utile, bien sûr ; mais ne faut-il pas aussi guérir l'école, cette institution qui fabrique ou des ratés ou des trop bien intégrés ?

● Quels sont les prochains livres à paraître ?

Fin novembre, « Non à l'inspection », le dossier des profs sanctionnés l'an dernier pour refus d'inspection. C'est un travail collectif, naturellement et très vigoureux... Là encore, nous avons cherché la clarté d'exposition, car l'opinion publique ne comprend pas toujours ce genre d'action faite d'en être informée objectivement. Il y a ici neuf « cas », des femmes et des hommes, des maîtres auxiliaires et des certifiés, des jeunes et des vieux ; chacun a son style et c'est très frappant de comparer, par exemple, la violence d'un André Olivier et la douceur d'autant plus implacable d'une Alice Anglade...

En janvier, paraîtra « Les maternelles », par le groupe d'étude pour la défense et la rénovation des écoles maternelles (GEDREM, tu connais ?...). Je crois pouvoir dire qu'il y a là un ensemble unique sur ce sujet : les maternelles passent pour la grande réussite du système scolaire français, il est temps de mettre au clair ce qu'il en est exactement et sur quelles bases les combats pour la petite enfance menés par le GEDREM rejoignent les autres luttes révolutionnaires.

Pour les bouquins suivants, j'espère que nous aurons l'occasion d'en reparler. Propos recueillis par Jacques GALLUS ■

« La culture de Druon : des monuments de pierres, des bateaux sans voiles »

0,57 % du budget national (1 400 millions de F), c'est la toute petite part réservée aux affaires culturelles. Budget adopté par les députés qui l'ont cependant trouvé insuffisant. Lors du débat à l'Assemblée, Druon s'est encore distingué par des déclarations étonnantes. Nous avons rencontré René Allio dont le dernier film « Rude journée pour la reine », sort actuellement sur les écrans. Architecte, scénographe, peintre, metteur en scène de théâtre, cinéaste, il répond à Druon.

« ... Faire que chaque ville, par son aspect extérieur, par ses monuments publics, par ses jardins, soit un palais où le plus pauvre des citoyens, du seul fait qu'il y marche, se sente prince. » En tant qu'architecte, René Allio, que pensez-vous de cette petite phrase de Druon ?

R.A. — Toutes les déclarations de Druon, y compris celles où il parle de l'indépendance des arts, sont d'abord l'expression d'une idéologie — de l'idéologie dominante et, bien entendu, bourgeoise. Ce discours sur le citoyen qui se sent prince dans un palais, il est trop grotesque pour qu'il soit nécessaire de le commenter ! En tout cas, pour parler plus précisément des constructions utiles aux activités culturelles, tout le travail que j'ai fait sur cet aspect des choses à travers une dizaine d'années, m'a conduit, avec le groupe d'architectes avec lesquels j'ai travaillé, à remettre en question cette notion de « palais », cette espèce de gros machin planté au centre de la cité qui dresse un monument à la culture dominante.

Il s'agit d'édifier des lieux où public et créateurs se rencontrent, des lieux d'un devenir de la culture. Ça implique la non-boursoufflure de l'architecture, la variabilité des espaces, l'éclatement des activités, non pas concentrées dans un palais, mais réparties le plus possible, éclatées dans la cité, à une échelle humaine ; ça n'implique pas de budgets faramineux, mais du travail ; non pas un espace « pour se sentir prince », mais un lieu où le citoyen se rencontre lui-même, avec l'aide des artistes, va à la recherche d'une image de lui-même. Alors, c'est difficile de faire un commentaire sérieux sur des déclarations de cette sorte : on a envie de dire : c'est absolument « con », c'est tout.

« On nous accuserait de facilité. En fait, ce n'est pas si simple... »

R.A. — C'est vrai. Il n'y a pas seulement

que l'art d'aujourd'hui qui propage une image du monde qui, finalement, correspond à une culture ; mais si l'on y regarde de plus près, tout le monde de la publicité décrit un univers, il y a une dramaturgie, une scénographie ; des types de personnages, finalement une image du monde qui est propagée par la publicité et qui justifie l'idéologie dominante et la rend productrice de profits.

Donc, ce débat sur les monuments me paraît complètement dépassé. Comme beaucoup de gens intéressés par ces problèmes, j'ai fait des projets, écrit des textes ; je suis allé à la recherche de ce que pourrait être le programme ou la théorie d'un instrument de travail nouveau — mais je ne me suis jamais trouvé en situation d'avoir les moyens de construire un de ces bâtiments que je concevais. J'ai toujours pensé qu'il s'agissait là d'être efficace en tous les cas et, finalement, j'ai plus souvent participé à des retapages de bâtiments anciens qu'à des transformations de bâtiments nouveaux. Ce n'est d'ailleurs pas à des architectes de mon genre que l'on confie ces travaux-là et finalement ça a été ma bagarre. Là où ça a été possible de défendre une activité créatrice qui puisse se perpétuer en se transformant (le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, le Théâtre de la Ville), c'était toujours ça de pris contre un système de forme — même si ce n'était pas non plus le système de forme meilleur pour lequel j'aurais souhaité avoir les moyens de travailler.

« Je cite encore Druon. C'est un « excellent » auteur : « ... Le seul juge, en matière théâtrale, c'est le public. Ni l'appréciation idéologique, ni les conceptions esthétiques, ni l'amitié, ni le « copinage » ne doivent ni ne peuvent remplacer la faveur du public, ceci pour tout théâtre, qu'il soit ou non subventionné. » Qu'en pensez-vous ?

R.A. — Cette notion selon laquelle le public serait juge en dernier ressort nous amène à poser la question : à partir de quoi juge-t-il ? Il juge à partir de son expérience, de ce qu'il fait, de ce qu'il a senti, finalement à partir de concepts, d'habitudes, de relations, d'idées reçues, de mœurs ; il juge à partir du bain culturel dans lequel il vit. Alors, c'est toujours une entreprise plus difficile et moins facilement vouée au succès que de mettre en présence du public des objets culturels qui, justement, ne veulent pas faire référence à la culture dominante.

Si l'on veut exiger d'un pouvoir qui représente sa culture dominante qu'il donne des subventions pour aider à l'invention d'objets culturels qui le contestent, je crois qu'il faut en tous les cas le revendiquer au nom de l'exercice et du droit de la liberté démocratique, mais il ne faut pas, devant ses réactions, fonctionner avec trop de naïveté. Il faut une attitude combative.

Si l'on n'aide pas les jeunes compagnies, elles sont condamnées à mourir. Si l'information ne circule pas à propos de l'art en devenir, on le condamne à s'isoler, à s'étioler ; c'est un combat quasiment désespéré. Mais en même temps, l'art en devenir doit bien savoir que dans la mesure où il devient, il dérange. Son combat est alors forcément plus âpre.

D'une certaine façon, je trouve très bien que l'on ait Druon comme ministre des Affaires culturelles ! Les choses me paraissent posées très clairement !

« Toujours Druon — profitons-en pendant qu'il sévit. Il a encore déclaré : « ... Il faut éviter que les maisons de la culture ne donnent de la bande vers telle ou telle expression ou telle idéologie, et qu'à force de tanguer sous divers roulis elles ne donnent le mal de mer à ceux qui y sont embarqués. » N'est-ce pas une invitation aux autorités locales, totalement incompétentes généralement, d'imposer leurs programmes et souvent la médiocrité ?

R.A. — Je voudrais bien qu'on me cite quelles sont les Maisons de la Culture qui ont « tangué », qui ont « donné de la bande », qui ont frustré leur public. Je ne connais que le bilan d'une activité créatrice qui a manifesté l'existence d'un très fort courant de vie artistique, qui ne devait rien

à la position de Paris, de la culture parisienne et à l'impérialisme culturel parisien, qui, lui aussi, est finalement lié à la culture dominante. Quand on monte sur un bateau, il faut s'attendre à ce que ça bouge un peu. Ce que M. Druon veut, c'est que l'on parle beaucoup de bateaux et que l'on reste sur le quai ! Des bateaux en pierre dressés sous forme de monuments au bord de la mer, eh bien ! c'est ça les bateaux de la culture de M. Druon — surtout pas de voiles !

« Et les maisons de jeunes ? »

R.A. — Là interfère une problématique qui dépasse largement celle de la création artistique. C'est la relation du pouvoir avec la jeunesse, des classes d'âges avec la jeunesse. Là aussi, on a peur des vagues. Mais s'il est évident qu'un lieu où l'on met des objets artistiques en présence du public, où la jeunesse se confronte à elle-même, se confronte aux institutions, découvre la vie, rencontre des éducateurs... Alors, si ce lieu-là n'est pas un lieu où ça tanguer très très fort, c'est que c'est un lieu où il ne se passe rien.

Finalement, la jeunesse est de toute façon amenée à contester. Elle conteste par ses prises de conscience idéologique, politique, artistique. Elle conteste par la délinquance — est-ce une issue normale ? Bien entendu non. Mais celle-là est directement liée à l'exploitation de la classe dominante et à la monopolisation qu'elle fait ou veut faire de tout ce qui couvre le secteur culturel, y compris l'éducation, le rôle qu'elle joue dans l'esprit des parents.

« Quant au cinéma, le ministre en question prouve qu'il est « trop ambitieux » et « trop coûteux » pour les finances publiques. Ce n'est même plus une menace... »

R.A. — C'est évident. Il s'agit de contrôler un secteur où la liberté d'expression peut aller vers le plus grand nombre. Les problèmes de liberté d'expression au cinéma se posent d'abord en termes d'économie. C'est à ce niveau que jouent les censures les plus violentes et les plus efficaces.

« Revenons à vos films, René Allio. Il y a eu, entre autres, « La Vieille dame indigne », « Les Camisards », aujourd'hui « Rude journée pour la reine ». Vous avez écrit « Quand on veut parler du monde d'un point de vue différent, il faut produire des formes nouvelles, une dramaturgie différente ». « Dramaturgie », au cinéma... »

R.A. — Qu'est-ce qu'une dramaturgie ? C'est un art qui se fonde sur la représentation des relations des hommes et des femmes entre eux dans la réalité.

Ce que les arts de représentation sont amenés à entreprendre, c'est choisir dans la réalité ce qu'ils décident d'y voir, d'y montrer, de mettre ces éléments en relation entre eux, avec un spectateur ou un lecteur et par conséquent, d'exprimer un point de vue sur le monde.

Propos recueillis par Françoise CLAIRE. ■

FEN : peine perdue

Un congrès de la FEN, c'est connu, ce n'est pas ce qu'il y a de plus drôle et de plus animé sur la place de Paris. Tout y est joué d'avance et l'on se contente en général d'écouter les orateurs qui récitent pieusement à la tribune les textes de tendance qui ont préalablement paru dans « L'Enseignement public », organe officiel de la Fédération.

CETTE fois-ci, pourtant, on attendait mieux. Il y avait même des risques de scission : quatre des syndicats les plus importants de la FEN contrôlés par une majorité proche du parti communiste avaient en effet participé à la dernière grève des fonctionnaires malgré les directives fédérales. Du coup, la direction de la FEN qui appartient à la tendance Unité, Indépendance et Démocratie, proche du PS, s'était mise à faire les gros yeux. En proposant aux délégués « un manifeste pour l'unité et la responsabilité de la FEN », elle comptait bien agir à son profit le spectre de la rupture. On aurait pu espérer que sur ce point au moins le débat s'anime quelque peu et que l'on discute du bien-fondé de la politique de la FEN.

Peine perdue ! Les responsables du SNES, principal syndicat défendant dans l'enseignement secondaire les thèses de la tendance « Unité et Action », proche du parti communiste, ont préféré faire le gros dos. Plutôt que d'aborder au fond les

questions que pose aujourd'hui l'existence d'un syndicalisme « autonome » dans l'Enseignement, ils préfèrent grignoter petit à petit la majorité actuelle.

Pourtant, à moins d'être complètement aveugles, hypothèse non exclue pour nombre de responsables de la FEN, le problème est ailleurs. Il s'agit de savoir s'il est possible de mener un combat sur les problèmes de l'école, et plus généralement sur l'ensemble des questions qui touchent au système de formation, en se situant exclusivement à l'intérieur du système scolaire.

Ne faut-il pas au contraire proposer une stratégie qui permette aux travailleurs et à leurs organisations d'intervenir directement dans ce combat. Ce fut le sens du manifeste diffusé lors du colloque Fontanet dont nous avons parlé il y a deux semaines. Ce fut aussi l'objet de l'une des seules interventions un peu percutantes de ce congrès, celle de Jean-Claude Guérin représentant une tendance qui remet en question l'existence même de la FEN, malgré son intitulé quelque peu dépassé, puisqu'il s'agit de « Renouveau Syndical ». « Le corps enseignant, devait dire Guérin, clergé laïc de la culture, qui diffuse le mythe de l'égalité des chances, est en fait le rouage de la reproduction de l'ordre social ».

Paroles certes fort déplacées dans cette aimable discussion de salon. Mais qui avaient au moins le mérite de poser une vraie question. Il semble bien désormais que ce n'est plus dans la FEN que des réponses pourront être données à des questions de ce genre ! Gérard FERAN ■



René Allio tourne « Rude Journée pour la Reine ».

DÉCOUVERTE ET CULTURE LOISIRS
organise cet été des voyages en
CHINE POPULAIRE
Si vous êtes intéressé, prenez contact
avec la fédération du PSU
de votre département

DCL - 24, rue ND-des-Champs 75006 PARIS



6 mois de grève chez Renault-Canada

“ il y a des formes à respecter ”

L'article qui suit est paru le 6 novembre dernier dans le quotidien de Montréal « La Presse ». Son intérêt n'a pas échappé à un camarade qui séjournait alors au Canada et s'est empressé de nous l'envoyer. Quant à l'auteur de l'article, Huguette Laprise, nous ne lui avons pas demandé l'autorisation de reproduction, persuadés qu'elle ne nous en voudra pas.

Ce texte est savoureux à plusieurs égards : outre qu'il nous révèle l'existence d'une grève de six mois chez Renault-Canada (1), nous y suivons par le menu les conversations d'un consul en costume Prince de Galles avec des syndicalistes partagés entre la politesse — cette hypocrisie des bourgeois — et ce désir de rupture brutale qui les a conduits à occuper le lieu sacré du consulat. C'est une

amorce timide en direction de la remise en cause de ce syndicalisme nord-américain intégré au capitalisme.

Cet article, c'est aussi la dissection sur le mode « entomologiste distingué » de la fonction de médiation qui régit de plus en plus les rapports entre exploités et exploités. Et ce n'est pas un hasard si, par la voix de son éminent délégué, M. Régis Thillaye du Bouillay, cette société menacée tient à fixer les règles du « jeu » entre gens bien élevés ...

Intéressante enfin cette démarche de la journaliste qui, elle aussi, semble partagée : entre un humour assez subversif et le souci de le dissimuler derrière le masque froid de l'objectivité. Ce qui n'aura trompé personne — sauf le consul et ses amis.

G.B. ■

M REGIS THILLAYE DU BOUILLAY, consul de France à Montréal, a eu une surprise qui l'a fort choqué, en pénétrant dans son luxueux bureau de la Place Ville-Marie, hier matin. Une vingtaine de travailleurs vêtus de blue-jeans, de blousons, de chemises de bûcherons, avaient envahi son royaume.

Le parquet recouvert d'un tapis blanc écrit était parsemé de pancartes aux slogans de toutes sortes : les travailleurs étaient installés les uns dans les fauteuils, sur les rebords des fenêtres, sur le bahut, les autres par terre. C'était les grévistes de la société Renault-Canada appuyés dans leurs revendications par des représentants du syndicat des employés de la Canadian Gypsum et du Syndicat des débardeurs du port de Montréal.

vous nous prenez au dépourvu

Le Consul a fait remarquer en bon diplomate qu'il n'acceptait pas, mais « pas du tout » de telles manières. Il a ensuite expliqué aux « envahisseurs » qu'il était prêt à les écouter, à la condition que tout se fasse dans l'ordre, entre « gens bien élevés » et « qu'aucun mot grossier ne soit dit ». Après que les travailleurs se soient engagés à respecter ces exigences, il leur a donné le droit de parole. Il s'est installé debout devant son pupitre immaculé (pas une seule feuille ou document ne s'y trouvait ; que le téléphone, le sous-main et un étui en cuir contenant un coupe-papier et des ciseaux). La tête relevée, le pouce dans la poche du gilet de son costume Prince de Galles, il a tendu l'oreille.

— Nous sommes ici, a expliqué le porte-parole du groupe, parce que Renault étant une société d'Etat, nous considérons que le consulat est directement impliqué dans ce conflit. Aussi nous occupons ses bureaux et nous les occuperons jusqu'à ce que nous ayons obtenu la satisfaction des revendications que nous trouvons légitimes.

Les travailleurs de Renault-Canada à St-Bruno sont en grève depuis six mois. Deux

(1) Le conflit vient de prendre fin sur une victoire ouvrière : face à la solidarité qui s'est développée sur le plan international, et notamment à Flins, la régie a donné au P.D.G. canadien l'ordre de céder. Les vingt grévistes ont été réintégrés.

points restent en litige : les salaires et le protocole d'entente pour le retour au travail. Ils estiment que cette grève est due uniquement à la mauvaise foi de la société. Ils ont exprimé à M. Régis Thillaye du Bouillay leur « écœurement » envers le code du Travail, envers les conciliateurs impuissants, envers les « ministres à promesses anti-scab ».

M. le Consul a répondu : « Nous ne pouvons pas faire des pressions pour que M. Le Godec, directeur général de Renault-Canada, vienne ici. Vous nous prenez au dépourvu. Laissez-nous réfléchir. Nous avons un conseiller commercial. Je vais lui parler. Mais comme ça, je ne sais pas. Est-il seulement disponible ? »

— Ecoutez, M. le vice-consul, ont répliqué les syndiqués, six mois de grève c'est impossible en France, pourquoi est-ce possible ici ? (2).

— Pardon, Consul ! Quittez mon bureau, il y a une salle d'attente, vous pouvez y demeurer. Laissez-moi travailler, penser, réfléchir. Je ne peux tout de même pas prendre M. Le Godec par la peau du cou...

— Ecoutez, M. le Consul, c'est la réputation de toute la France qui est en jeu. Nous sommes pris depuis six mois. Nous voulons savoir à qui nous avons affaire. Le directeur général de Renault-Canada est-il seulement un pantin ? Avec qui négocions-nous ? Avec M. Dreyfus ou, avec une abstraction, la société Renault ? Est-ce que vous savez seulement que M. Le Godec, nous ne l'avons jamais rencontré ?

— Vous avez été corrects, souligne le Consul, continuez de l'être comme vous l'avez été jusqu'à maintenant.

— Nous avons été corrects, même caves... Nous allons demeurer dans votre bureau. Ne vous inquiétez pas. Il y a de beaux tapis dans votre bureau. N'ayez crainte, nous allons jeter la cendre de nos cigarettes dans les cendriers.

— Laissez-moi travailler, réfléchir seul, demande froidement le consul.

— Ça fait six mois que nous réfléchissons, nous. Combien de temps voulez-vous pour réfléchir seul ? Allez-vous nous laisser niaiser pendant des heures dans la salle d'attente ?

— Je ne sais pas. Mes heures sont précieuses comme les vôtres.

— Six mois de grève, c'est combien d'heures précieuses de perdues, M. le

Consul ? De toute façon, que pouvez-vous faire pour nous aider ?

— Je vais transmettre vos informations. Elles le seront, c'est sûr. Donnez-moi les documents que vous avez apportés. Je les communiquerai à mon Ministère.

— Nous avons demandé au secrétaire général de la FTQ de nous rejoindre. Pouvons-nous l'attendre ? Les choses que nous avons revendiquées auprès du consulat tout à l'heure, pouvez-vous en tenir compte ?

— Vous n'avez rien à revendiquer ici ! Voulez-vous nous laisser rejoindre M. Le Godec ?

— Non. Je n'agirai pas sous pression. Il y a des formes à respecter. Je ne suis pas maître de la situation. Ne me demandez pas de régler la situation, mais de vous aider.

— Pouvez-vous appeler Paris et leur demander quel est le mandat de M. Le Godec ?

— Je vais y penser. Il faut que notre attaché commercial étudie la question.

avez confiance

La conversation entre les travailleurs et le Consul est interrompue par l'arrivée de MM. Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ et Bob Dean, président des Travailleurs unis du Québec.

— Vous connaissez, M. le Consul, l'estime que les Québécois portent à la France, a dit M. Daoust comme entrée en matière. En dehors de cette estime il y a plus. La société Renault a importé des philosophies qui ne sont pas les nôtres dans les relations patronales-ouvrières. Elle a une attitude méprisante. Quand la négociation ne se fait pas de bonne foi, c'est de la tricherie. Nous voulons faire connaître aux contribuables français le gaspillage qui se fait ici. La grève coûte près de 2 millions de dollars aux contribuables français. A Renault, il y a eu trois tentatives de négociations qui ont échoué.

M. Thillaye du Bouillay a répondu à M. Daoust :

— Nous voulons que les négociations reprennent. Ne me demandez pas que M. Le Godec vienne ici. Je n'ai pas ce pouvoir. Lui téléphoner devant vous ? Non ! Je n'agirai pas sous pression. Ayez confiance... je suis de bonne foi. Nous avons ici un conseiller commercial. Laissez-moi le temps de le contacter, de lui expliquer vos desiderata.

Et les syndiqués à nouveau :

— Pouvez-vous appeler en France ?

— Non, je n'ai pas de réponse à ça. Je verrai, car c'est autre chose, répondit-il, visiblement irrité.

Un syndiqué s'écrivit alors :

— Ça fait six mois que ça dure, ce maudit conflit. Oh ! Pardon. Nous avons dit : pas de mots grossiers.

Après un « je vous en prie » du Consul, les manifestants se dirigent vers la salle d'attente pendant qu'il communique avec M. Le Godec.

les règles d'éthique...

Quinze minutes plus tard, M. Thillay du Bouillay revient.

— Je viens de prendre contact avec M. Le Godec qui est prêt à reprendre les

(2) Les Québécois ignorent autant le conflit Lip que nous avons ignoré celui de Renault-Canada (note de « TS »).

(3) Une réunion pour délibérer (note de « TS »).

négociations avec le syndicat par l'intermédiaire du conciliateur du ministère du Travail. Il n'a pu préciser la date. C'est le conciliateur qui la fixera et nous vous la ferons connaître.

Insatisfaits, les travailleurs demandent si M. Le Godec a fait des commentaires sur le fond du problème.

— Non, répond M. le Consul. Ecoutez, je crois que vous devriez profiter de la conciliation. M. Le Godec est prêt à discuter.

— Peut-on souhaiter une pression quelconque du gouvernement pour mettre fin à cette grève, demande M. Daoust.

— Que le Consulat soit capable de cesser la grève ? Vous devez comprendre... Ne me laissez pas entrer dans le fond du litige. Je ne peux pas. Je ne peux pas vous donner un coup de pouce. Je vous l'ai dit : ma démarche consistera à informer les autorités françaises au niveau de mon ministère. Les règles d'éthique interdisent autre chose.

— Si nous supposons que la conciliation sera stérile, M. le Consul, considérez-vous que vous aurez un autre rôle à jouer ?

— Je ne vois pas. Là où un conciliateur aura échoué, je ne vois pas ce que nous pourrions faire. Bien sûr, on ne se désintéressera pas de la question.

— Peut-on avoir un caucus (3), M. le Consul ?

— Bien sûr. Vous vous mettez là. Ne me dérangez pas ! Je vous fais confiance...

Les syndiqués concluent qu'ils ont atteint leur premier objectif, soit la reprise des négociations.

un mot que je n'aime pas

En quittant, Fernand Daoust a précisé :

— Je tiens à vous dire qu'il ne faut pas sous-estimer le boycottage. Il y a aussi le problème des entreprises multinationales, celui des repréailles. Voyez-vous, c'est une tradition nord-américaine : il n'y a pas de repréailles une fois le protocole d'entente de retour au travail signé.

— C'est la première fois que vous parlez de repréailles possibles. De toute façon, c'est un mot que je n'aime pas. J'espère qu'il n'y en aura pas. Toutefois s'il devait y avoir une prochaine rencontre entre nous, n'employez pas le moyen utilisé ce matin. Nous arriverons au même résultat. Ma porte n'est jamais fermée, ne la forcez pas. Je suis franc, très, très franc... La prochaine fois, envoyez-moi seulement un représentant. Un homme comme M. Daoust, par exemple.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

TEP
direction guy renaud 23 nov. 23 dec.
théâtre national

**ET MOI AUSSI,
JE PARLE DE LA ROSE.**
d'Emilio CARBALLIDO

17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tel. 636.7909